

Tableau de bord économique de la Seine-Saint-Denis

Avril 2015



Le Club Conjoncture 93 est une structure informelle qui réunit les principaux acteurs économiques de la Seine-Saint-Denis : la Préfecture de la Seine-Saint-Denis, le Conseil général de Seine-Saint-Denis, la Chambre de commerce et d'industrie départementale de Seine-Saint-Denis, la DIRECCTE Île-de-France, la Banque de France de Seine-Saint-Denis, la Direction Départementale des Finances Publiques, le Comité départemental de tourisme de la Seine-Saint-Denis, le Pôle Emploi Seine-Saint-Denis, l'Unité Territoriale de Seine-Saint-Denis de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement, la Chambre de métiers et de l'artisanat de la Seine-Saint-Denis, le Tribunal de commerce de Seine-Saint-Denis, la Direction régionale des douanes de Paris-Est et l'URSSAF de Paris- Région Parisienne.

Il a pour objet l'analyse et le suivi de la conjoncture économique du département, et s'organise autour de deux aspects différents : le suivi régulier d'indicateurs en premier lieu, et l'examen plus structurel par thématique de certains aspects de l'économie départementale, en second lieu.

Dans cette perspective, le Club 93 Conjoncture réalise semestriellement un Tableau de Bord Économique de la Seine-Saint-Denis qui regroupe des séries chronologiques économiques collectées auprès des différents partenaires et tente de faire l'analyse d'indicateurs départementaux relatifs aux ménages, aux entreprises, au tourisme et aux événements d'affaires, à l'emploi et à la construction et au marché de l'immobilier. Un Tableau de Bord Économique « en bref » en fait la synthèse.

Ces documents sont consultables sur les sites internet des partenaires du Club 93 Conjoncture suivants :

- Préfecture de la Seine-Saint-Denis : www.seine-saint-denis.pref.gouv.fr
- Conseil Général de la Seine-Saint-Denis : www.seine-saint-denis.fr
- Chambre de commerce et d'industrie départementale de Seine-Saint-Denis : www.cci93-idf.fr
- Chambre de métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis : www.cma93.fr
- Comité départemental du tourisme : www.tourisme93.com

Préfecture de la Seine-Saint-Denis * Chambre de commerce et d'industrie départementale de Seine-Saint-Denis * Conseil général de Seine-Saint-Denis * Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Seine-Saint-Denis * Tribunal de Commerce * DIRECCTE Ile-de-France * URSSAF de Paris- Région Parisienne * Pôle Emploi Seine-Saint-Denis * Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement * Comité Départemental du Tourisme * Banque de France de la Seine-Saint-Denis * Direction départementale des Finances Publiques * Direction régionale des Douanes de Paris-Est



SOMMAIRE GÉNÉRAL

LES MÉNAGES	5
L'investissement des ménages - Crédits à l'habitat	6
La consommation des ménages - Crédits à la consommation	6
LES ENTREPRISES	7
La démographie des entreprises	8
L'analyse des enregistrements au RCS en 2014	9
Le tissu économique artisanal de la Seine-Saint-Denis	10
L'artisanat en Seine-Saint-Denis	11
Evolution par catégories professionnelles	12
Taux de survie des entreprises	13
Evolution des créations et radiations enregistrées par le Répertoire des Métiers	14
La création d'entreprise	18
Les chiffres à fin septembre 2014	19
Les « territoires entrepreneurs »	20
L'évolution et la répartition du nombre d'établissements en « territoires entrepreneurs »	21
Les principaux faits marquants de la fin d'année 2013/début 2014	21
LA VIE DES ENTREPRISES EN SEINE-SAINT-DENIS	22
Le commerce extérieur de la Seine-Saint-Denis	23
Approche globale	24
Approche sectorielle	28
Approche géographique	30
LA TVA ET L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS	31
Evolution des recettes de TVA dans le département de la Seine-Saint-Denis	32
Le chiffre d'affaires	32
La TVA déductible sur immobilisations	34
Les recettes de TVA	35
Evolution des recettes d'impôt sur les sociétés (IS) dans le département de la Seine-Saint-Denis	36
Evolution de l'encours des notaires de Seine-Saint-Denis	37
Evolution des crédits à l'équipement des entreprises	38
LES ENTREPRISES : INNOVATION	39



LE TOURISME ET LES ÉVÉNEMENTS D'AFFAIRES	40
L'hôtellerie	41
Les principaux lieux touristiques	43
Le Musée de l'air et de l'espace	43
La Basilique de Saint-Denis	43
Le Stade de France	43
Paris Nord Villepinte	44
Paris Le Bourget	44
 LE CHÔMAGE ET L'EMPLOI	 44
Les taux de chômage en Ile-de-France	45
Evolution comparée des taux de chômage de la Seine-Saint-Denis, de l'Ile-de-France et de la France entière	46
La demande d'emploi à fin décembre 2014	59
Les offres en Seine-Saint-Denis en 2011, 2012, 2013 et 2014	47
Offres d'emploi enregistrées et offres d'emploi satisfaites 2012-2014 en Seine-Saint-Denis par type et taille	48
Offres enregistrées par secteur NAF (cumul juillet-août)	49
Offres d'emploi enregistrées (OEE), satisfaites (OES)	50
Evolution des déclarations uniques d'embauche (DUE) Seine-Saint-Denis	51
Répartition des DUE par activités	51
Indicateurs de suivi du secteur privé (évolution annuelle à fin décembre 2014)	52
Le revenu de solidarité active (RSA)	53
Evolution des composantes du RSA en Seine-Saint-Denis	54
Comparaison entre les départements franciliens	55
Evolution comparative	56
Evolutions des estimations trimestrielles des effectifs salariés dans les grands secteurs de l'emploi	57
L'intérim, variable d'ajustement de l'emploi aux variations d'activité	59
Le recours au chômage partiel	60
Hausse du nombre de licenciements économiques avec PSE	60
 LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER	 61
Volume de la construction des logements neufs	61
Construction des logements neufs par territoires (privée sociale)	61
Logements locatifs sociaux	61
Marché des appartements neufs (promotion privée)	61
Marché des appartements neufs par territoire (promotion privée)	61
Volume de construction de locaux d'entreprises	61
 ANNEXES	 63
 NOTE MÉTHODOLOGIQUE	 71
 CONTACTS	 76

Préfecture de la Seine-Saint-Denis * Chambre de commerce et d'industrie départementale de Seine-Saint-Denis * Conseil général de Seine-Saint-Denis * Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Seine-Saint-Denis * Tribunal de Commerce * DIRECCTE Ile-de-France * URSSAF de Paris- Région Parisienne * Pôle Emploi Seine-Saint-Denis * Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement * Comité Départemental du Tourisme * Banque de France de la Seine-Saint-Denis * Direction départementale des Finances Publiques * Direction régionale des Douanes de Paris-Est



LES MÉNAGES



Pas de contribution ce semestre



LES ENTREPRISES



DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES



Analyse des enregistrements au RCS en 2014

Tribunal de commerce

Pas de contribution ce semestre



LE TISSU ECONOMIQUE ARTISANAL DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Au 2ème semestre 2013

Deux critères définissent l'entreprise artisanale :

- **La nature de son activité** : l'entreprise doit exercer une activité professionnelle de production, de réparation, de transformation ou de prestation de services qui figure sur une liste établie par le décret d'avril 1998.
Il y a quatre grandes catégories d'activités : l'alimentation, le bâtiment, la fabrication et les services.
- **Sa taille** : l'entreprise doit employer moins de 10 salariés au moment de sa création. Le droit de suite lui permet, toutefois, de garder son rattachement au secteur des métiers au-delà du seuil de 10 salariés.

Toute entreprise de moins de 10 salariés dont l'activité relève du champ de l'artisanat doit être immatriculée au Répertoire des Métiers tenu par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat.



L'artisanat en Seine-Saint-Denis

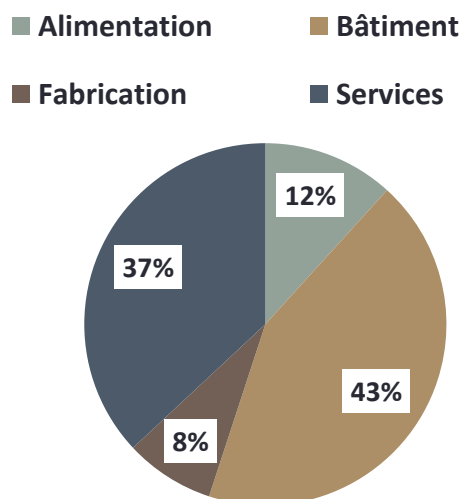
Au 31 décembre 2014, l'Artisanat en Seine-Saint-Denis représente 24 015 entreprises.

Sur l'année 2014, dans le Répertoire des métiers, ce chiffre progresse de 1,75 %.

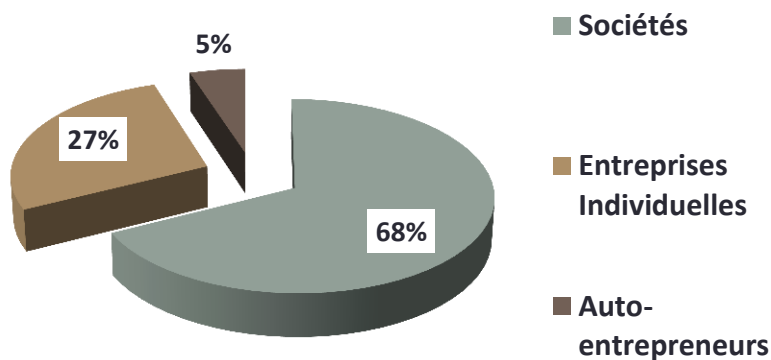
Le Répertoire des métiers (RM) qui permet de dresser le bilan annuel du secteur artisanal reflète la situation réelle des entreprises immatriculées, les radiations d'entreprises sont encore en cours de régularisation.

A noter que le fichier extrait toutes les activités faisant l'objet d'une procédure de liquidation, près de 800 activités sont en cours de jugement.

Répartition par secteurs professionnels

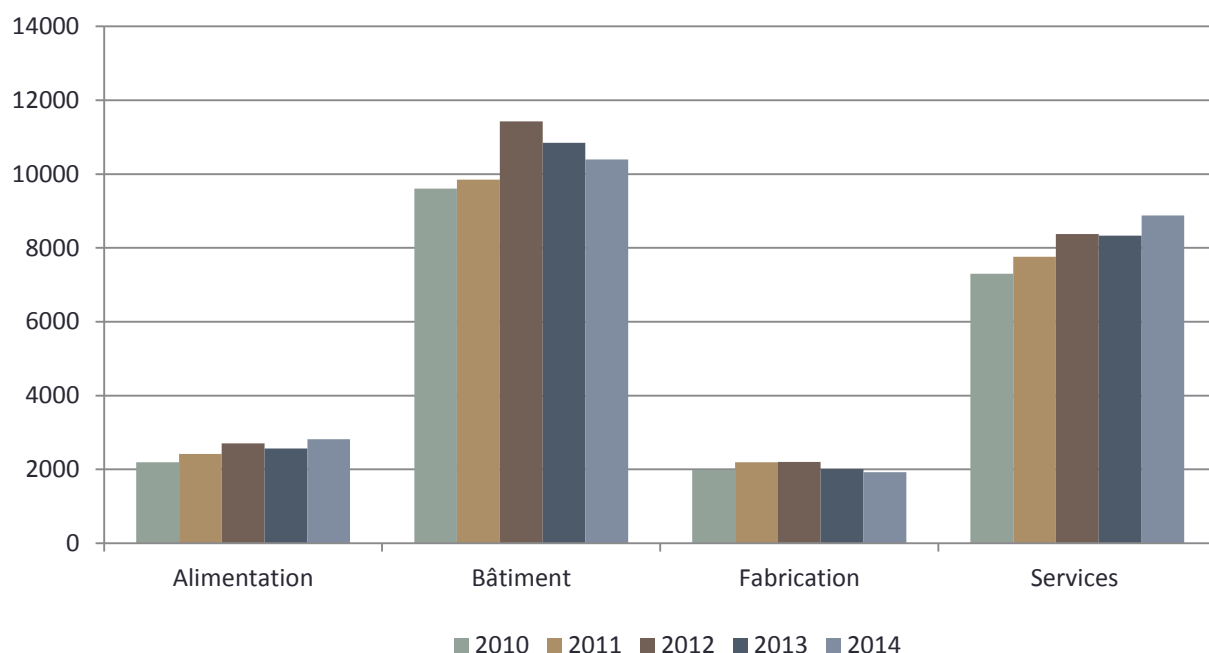


Répartition par statut





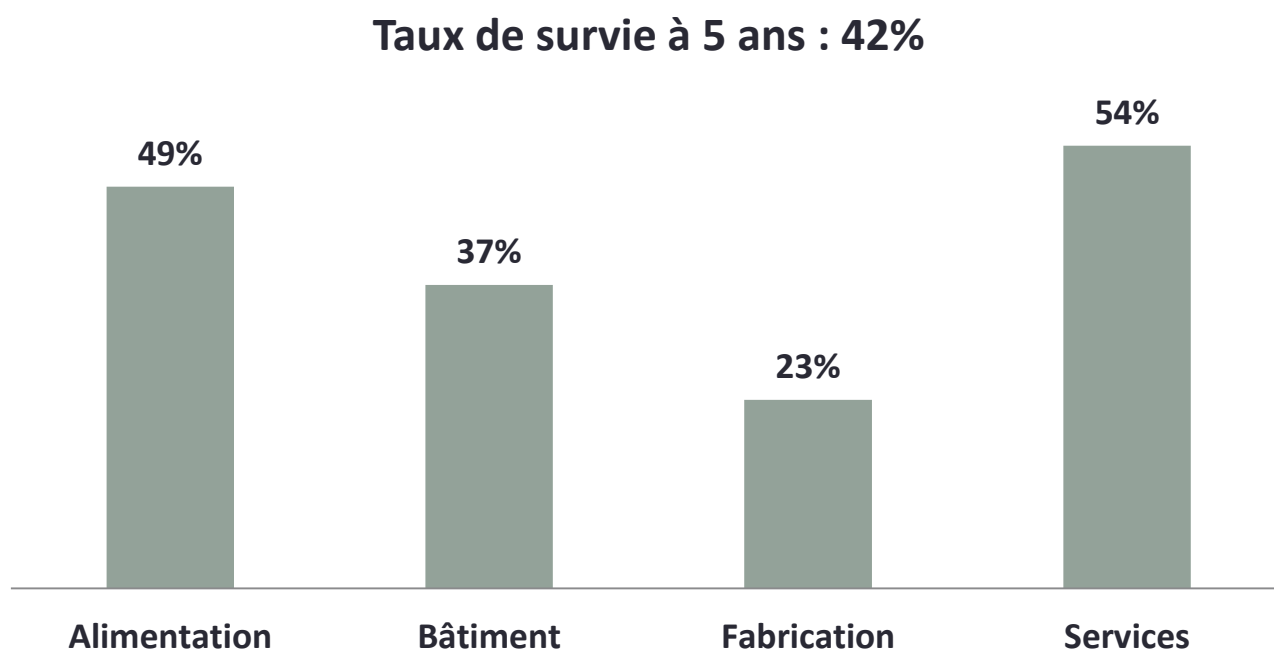
Evolution par catégories professionnelles



Secteurs professionnels	2010	2011	2012	2013	2014	Progression 2013/2014
Alimentation	2192	2415	2706	2 568	2 817	9,70%
Bâtiment	9608	9845	11430	10 848	10 399	-4,10%
Fabrication	1982	2194	2200	2 014	1 925	-4,40%
Services	7300	7758	8371	8 332	8 874	6,50%
Total	21082	22212	24707	23 762	24 015	1,44%



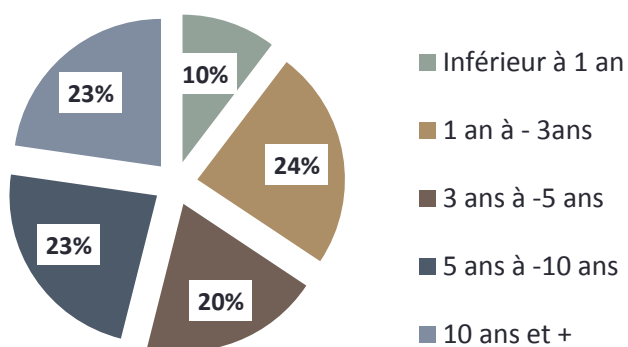
Taux de survie des entreprises



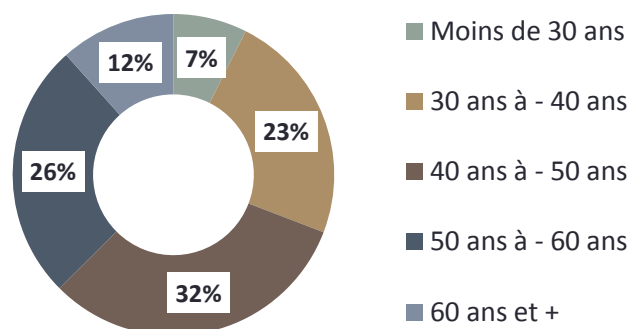
Sur l'année, le taux de survie à 5 ans a connu une légère baisse, puisqu'il est passé entre 2013 et 2014 de 44 % à 42 %.



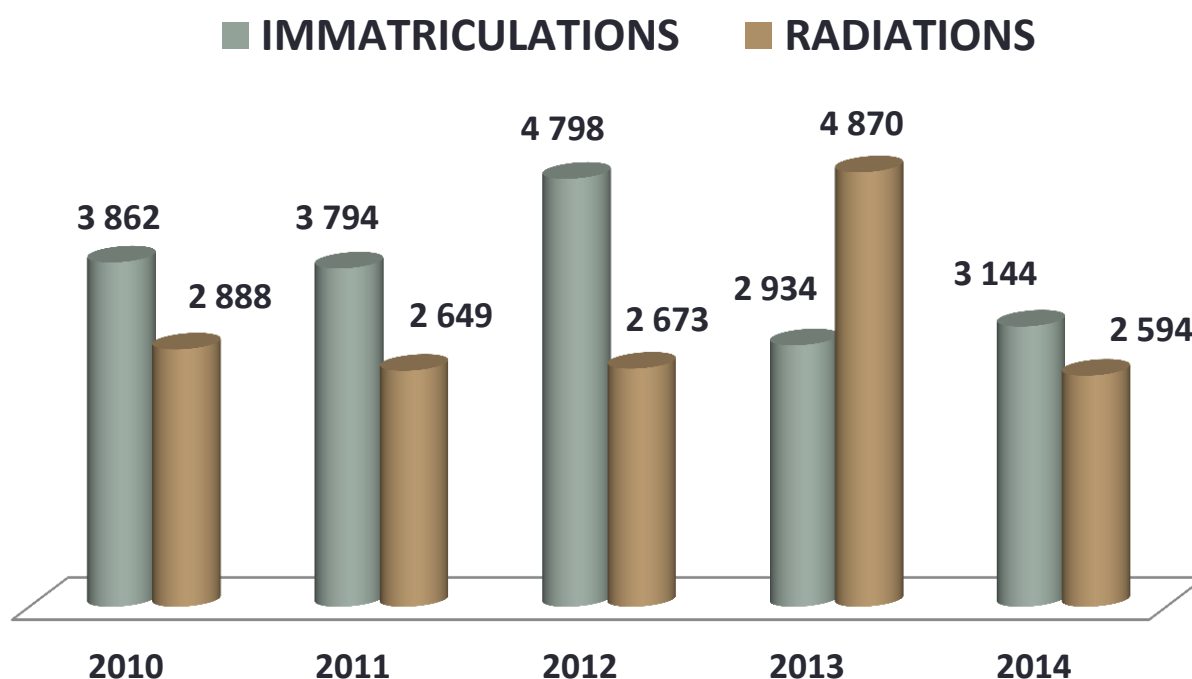
Antériorités des entreprises



Age des dirigeants



Evolution des créations et radiations enregistrées par le Répertoire des Métiers



Après une forte hausse des radiations d'entreprises provenant en majorité de la mise à jour du fichier RM, le secteur artisanal retrouve des repères appréciables signifiant en particulier une croissance de ses créations d'activités.



Créations

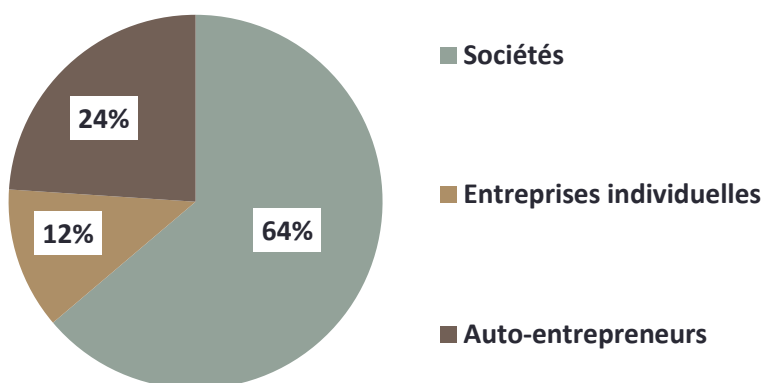


3 114

Nombre d'immatriculations par secteurs professionnels

CREATIONS	2013	2014	Variation	%
ALIMENTATION	334	396	62	18,56%
BATIMENT	1397	1368	-29	-2,08%
FABRICATION	152	162	10	6,58%
SERVICES	1051	1218	167	15,89%
TOTAL	2934	3144	210	7,16%

Répartition des créations par statut



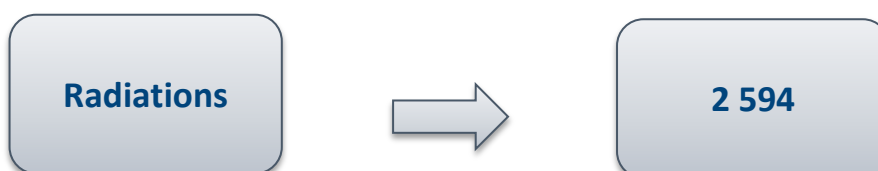
Evolution des formes juridiques

IMMATRICULATIONS	2010	2011	2012	2013	2014
Sociétés	2947	2359	3329	1743	2006
Entreprises individuelles	537	511	475	407	385
Auto-entrepreneurs	378	914	965	784	753
Total	3 862	3 794	4 769	2 934	3 144



La création sous forme de l'auto-entrepreneuriat a fléchi légèrement en 2014 se situant à 24,6% de la part des immatriculations d'entreprises nouvelles, 64% sont en Société.

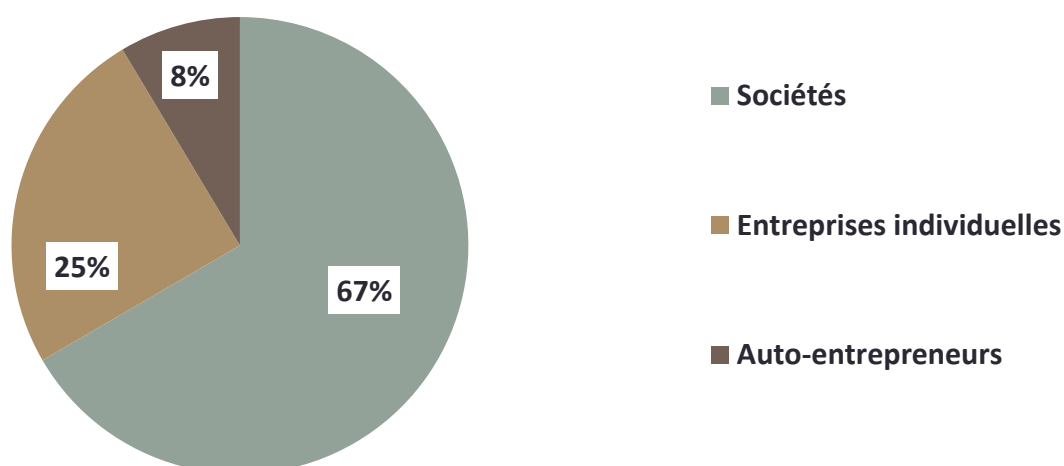
A noter que depuis juillet 2014, les auto-entrepreneurs sont tenus de se former à la création d'entreprise pour pouvoir s'immatriculer ; près de 40% des créateurs sont formés, 54% étaient demandeurs d'emploi.



Nombre de radiations par secteurs professionnels

RADIATIONS	2013	2014	Variation	%
ALIMENTATION	410	240	-170	-41%
BATIMENT	2 814	1 384	-1430	-51%
FABRICATION	488	221	-267	-55%
SERVICES	1 158	749	-409	-35%
TOTAL	4 870	2 594	-2276	-47%

Répartition des radiations par statut





Evolution des formes juridiques

RADIATIONS	2010	2011	2012	2013	2014
Sociétés	2108	1857	1533	3852	1728
Entreprises individuelles	769	478	755	640	643
Auto-entrepreneurs	11	314	238	378	223
Total	2 888	2 649	2 526	4 870	2 594

Sur les 2 594 radiations, plus de 1000 proviennent d'une Radiation d'office établit par défaut de règlements des cotisations Urssaf ou des impôts.



LA CREATION D'ENTREPRISE

Janvier 2013 à Septembre 2013



Les chiffres : année 2013

Source APCE – création et reprise toutes formes

	Décembre 2013	Décembre 2014	Janvier - décembre 2013	Janvier - décembre 2014	Evolution
Ile-de-France	10 860	12 304	133 565	141 741	+ 6,1%
75 – Paris	3 713	4 455	45 229	48 327	+ 6,8%
77 – Seine-et-Marne	775	832	10 845	11 008	+ 1,5%
78 – Yvelines	969	1 080	11 826	12 436	+ 5,2%
91 – Essonne	796	796	9 712	10 407	+ 7,2%
92 – Hauts-de-Seine	1 553	1 665	17 732	18 684	+ 5,4%
93 – Seine-Saint-Denis	1 256	1 479	15 567	17 005	+ 9,2%
94 - Val-de-Marne	993	1 153	12 601	13 420	+ 6,5%
95 – Val-d'Oise	805	844	10 053	10 454	+ 4,0%



Les « territoires entrepreneurs »



Répartition du nombre d'établissements en « territoires entrepreneurs »

Aubervilliers/Bobigny/Drancy/Pantin	1234
Aulnay-sous-Bois	792
Bondy	612
Clichy-sous-Bois/Montfermeil	2404
Epinay-sur-Seine	455
La Courneuve	976
Le Blanc-Mesnil/ Dugny	482
Neuilly-sur-Marne	786
Sevran	470
Stains	562
Total général	8773

Les principaux faits marquants de l'année 2014

La loi de finances rectificative pour l'année 2014 a prolongé de cinq ans le délai pendant lequel les entrepreneurs peuvent s'implanter en « territoires entrepreneurs » et profiter d'un dispositif d'exonérations fiscales. Les entreprises se créant ou s'implantant en Territoires entrepreneurs (ex-ZFU) et ayant un impact sur l'emploi des résidents des quartiers prioritaires bénéficient d'une exonération d'impôt sur les bénéfices.

Le plafond de bénéfices exonérés est fixé à 50 000 euros, majoré de 5 000 euros par emploi salarié pour accroître l'exigence en matière de création d'emplois.

De plus, tous les commerces installés dans un quartier prioritaire bénéficient d'une nouvelle exonération portant sur les impôts locaux (CET et TFPB)



LA VIE DES ENTREPRISES EN SEINE-SAINT-DENIS

Situation au 31 décembre 2014

- Le commerce extérieur
- L'activité des entreprises en Seine-Saint-Denis
 - La taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
 - L'impôt sur les sociétés (IS)



LE COMMERCE EXTERIEUR DE LA SEINE-SAINT-DENIS

1^{er} semestre 2014 – 2^{ème} semestre 2014



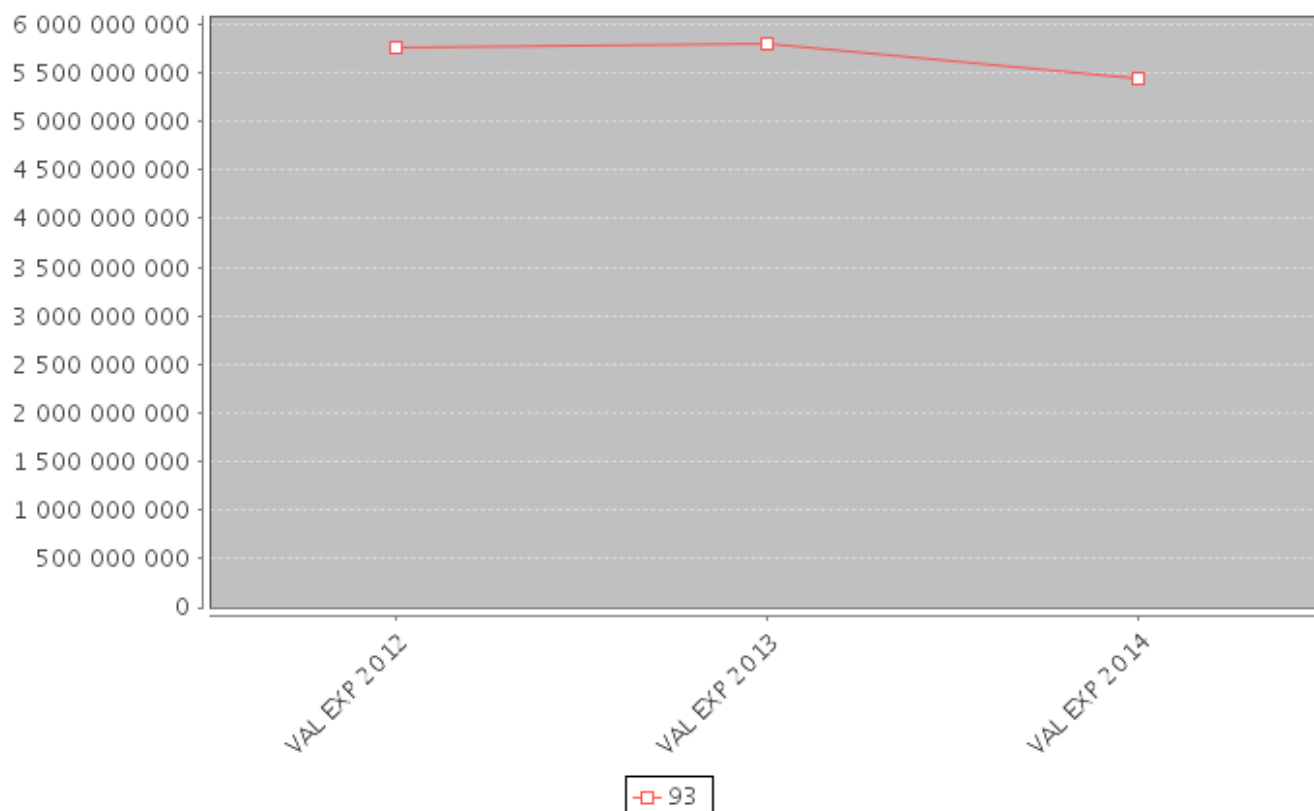
APPROCHE GLOBALE

Evolution par secteur d'activité en millions d'euros des exportations en Seine-Saint-Denis :

Le déficit du commerce extérieur de la Seine-Saint-Denis s'est creusé en 2014, après un léger ralentissement en 2013 caractérisé par une diminution du volume des importations en même temps qu'une hausse du volume des exportations. Sur l'année 2014, le creusement du déficit commercial est surtout le fait d'une diminution des exportations (-6,11 % par rapport à 2013).

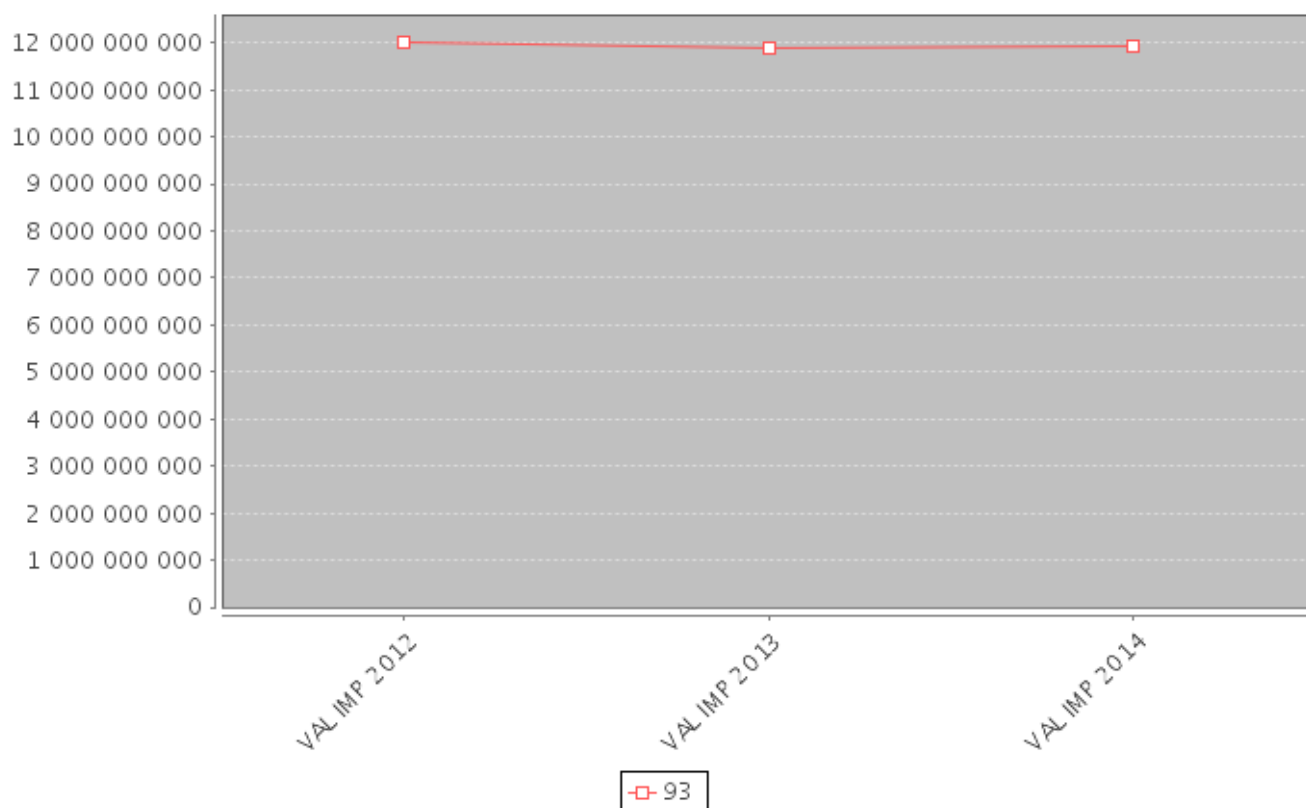
FLUX / PERIODE	2012	2013	2014	Comp. 2014/2013
EXPORTATIONS ET EXPEDITIONS	5751	5799	5444	-6,11%
IMPORTATIONS ET INTRODUCTIONS	12002	11901	11908	0,06%
SOLDE	-6251	-6102	-6464	5,93%

REG – Département – Tous Produits – Tous Pays





REG – Département – Tous Produits – Tous Pays



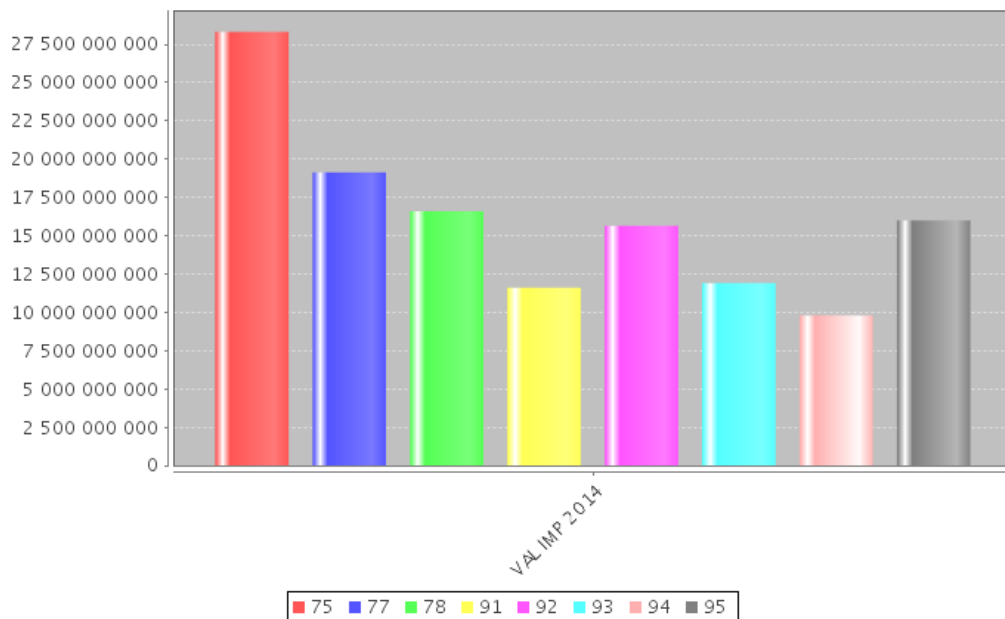
Part du commerce de la Seine-Saint-Denis dans le commerce extérieur d'Île-de-France sur 2014

Concernant le volume des importations, la Seine-Saint-Denis se classe 6^{ème} sur les 8 départements que compte l'Île-de-France avec 9,23 % des importations de la région. La Seine-Saint-Denis conserve cette 6^{ème} place pour les exportations avec 7,06 % des exportations de la région.



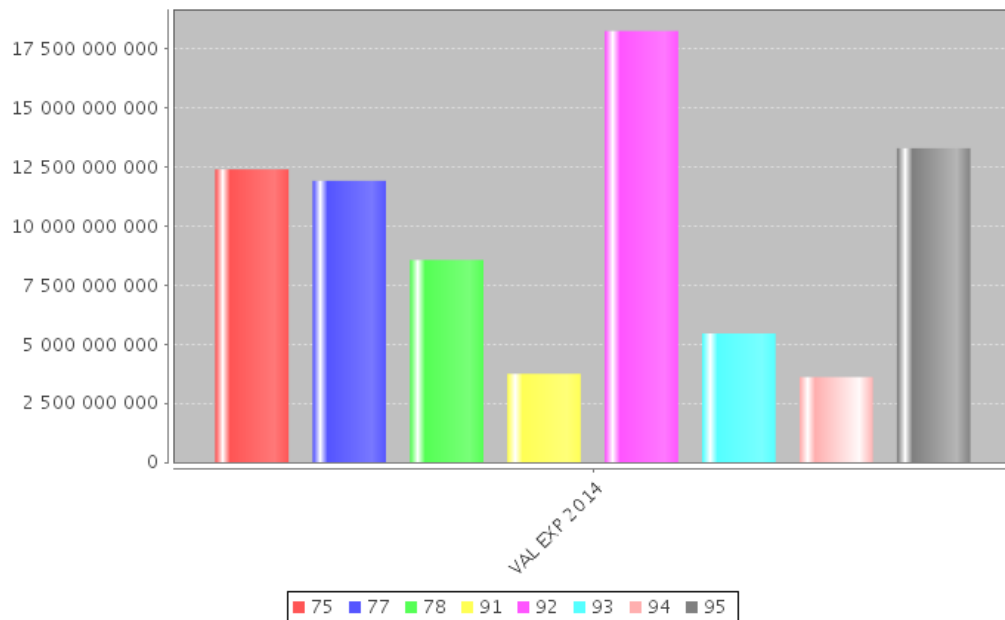
REG – Département – Tous Produits – Tous Pays

DEPT	VAL IMP 2014
75	28305
77	19130
78	16592
91	11604
92	15647
93	11908
94	9790
95	15994



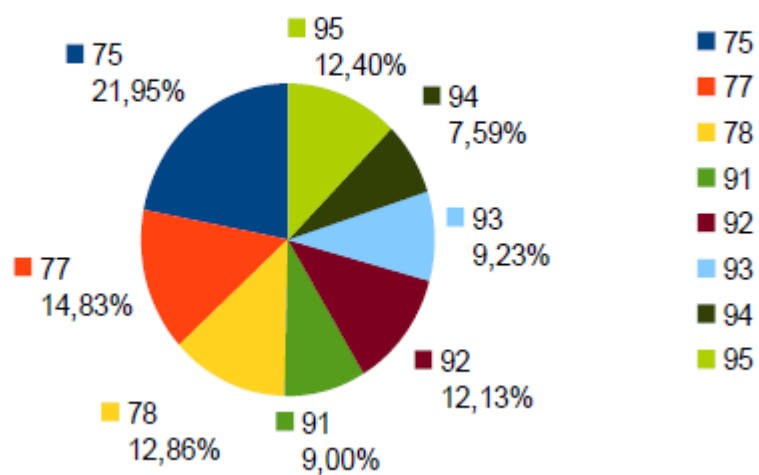
REG – Département – Tous Produits – Tous Pays

DEPT	VAL EXP 2014
75	12380
77	11892
78	8550
91	3741
92	18233
93	5444
94	3595
95	13271

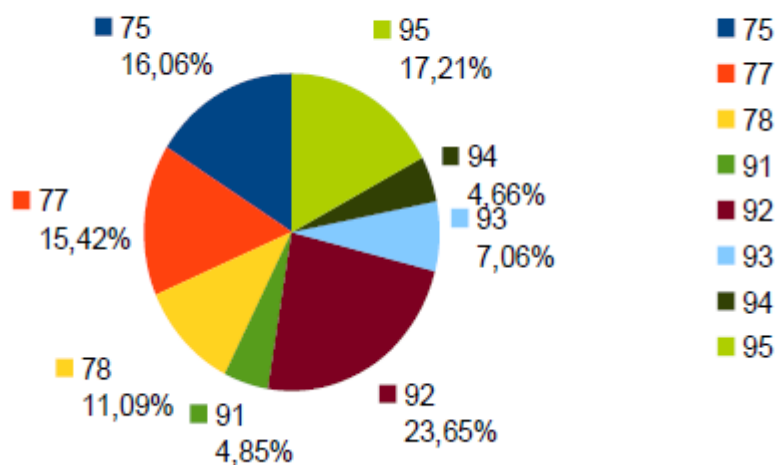




PART DES IMPORTATIONS AU SEIN DE L'ILE DE FRANCE



PART DES EXPORTATIONS AU SEIN DE L'ILE DE FRANCE





APPROCHE SECTORIELLE

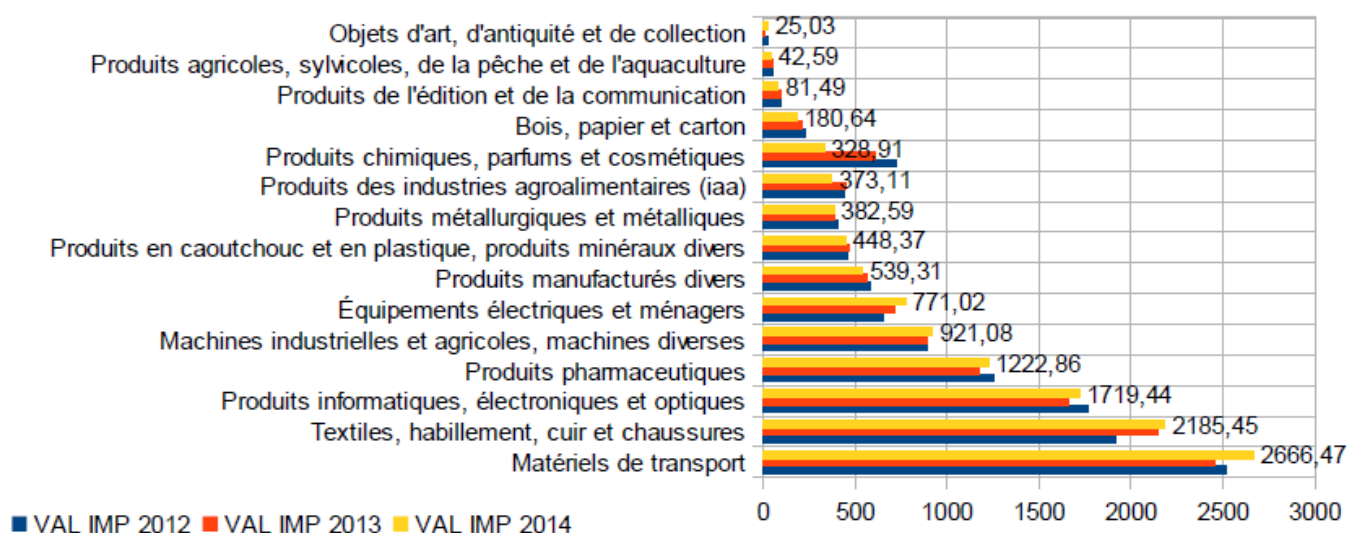
Evolution des importations par secteur d'activité

De 2012 à 2014, les secteurs d'importation clés en valeur restent, par ordre décroissant, celui des matériels de transport, des textiles, et enfin celui des produits informatiques. Après une légère baisse en 2013, les importations dans le secteur des matériels de transports remontent, avec une croissance significative de 8,53 %.

Le secteur des importations de textiles, après une forte augmentation de 12 % entre 2012 et 2013, subit une croissance très modérée (+1,75 % en 2014). En revanche, le secteur des importations de matériel informatique repart à la hausse entre 2013 et 2014 avec une augmentation de 3,36 %, après une baisse de plus de 5,5 % entre 2013 et 2012. En dehors du secteur des textiles et des équipements électriques ou ménagers dont les importations connaissent une hausse sur deux ans, la plupart des domaines d'importations subissent, soit un léger fléchissement ou une stagnation en 2013 suivie d'une hausse modérée en 2014, soit une baisse générale qui s'avère parfois très nette, notamment pour le secteur des produits chimiques, parfums et cosmétiques (près de -46 % entre 2013 et 2014).

A38	LibA38	VAL IMP 2012	VAL IMP 2013	Comp 2013/2012	VAL IMP 2014	Comp. 2014 / 2013
CL	Matériels de transport	2518	2457	-2,41%	2666	8,53%
CB	Textiles, habillement, cuir et chaussures	1917	2148	12,02%	2185	1,75%
CI	Produits informatiques, électroniques et optiques	1761	1663	-5,54%	1719	3,36%
CF	Produits pharmaceutiques	1249	1177	-5,79%	1223	3,89%
CK	Machines industrielles et agricoles, machines diverses	887	890	0,39%	921	3,46%
CJ	Équipements électriques et ménagers	649	711	9,43%	771	8,49%
CM	Produits manufacturés divers	579	566	-2,23%	539	-4,66%
CG	Produits en caoutchouc et en plastique, produits minéraux divers	457	462	1,03%	448	-2,89%
CH	Produits métallurgiques et métalliques	402	388	-3,59%	383	-1,35%
CA	Produits des industries agroalimentaires (iaa)	441	446	1,21%	373	-16,43%
CE	Produits chimiques, parfums et cosmétiques	724	609	-15,84%	329	-45,99%
CC	Bois, papier et carton	228	206	-9,32%	181	-12,52%
JA	Produits de l'édition et de la communication	96	98	2,74%	81	-17,18%
AZ	Produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture	48	51	7,95%	43	-17,10%

Evolution des importations par secteur





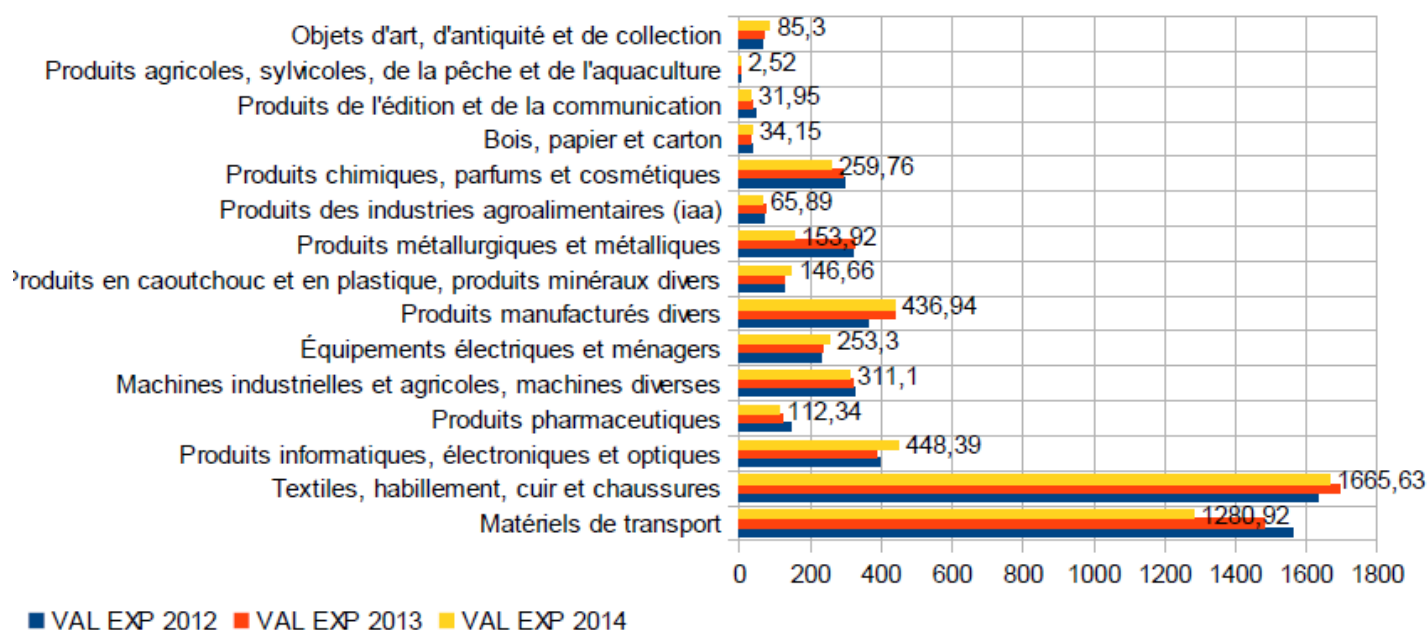
Evolution des exportations par secteur d'activité

Entre 2012 et 2014, les trois grands secteurs d'exportation restent celui des textiles, puis des matériels de transport et loin derrière, celui des produits informatiques et optiques. La plupart des secteurs subissent une dégradation très nette du volume des exportations, particulièrement entre 2013 et 2014. Cette dégradation est fortement caractérisée pour le domaine des produits pharmaceutiques (à l'image de la conjoncture nationale dans ce secteur), métallurgiques, cosmétiques et celui de l'édition.

Des trois secteurs clés, seul celui des produits informatiques se développe entre 2013 et 2014 (+15,88%). Une progression des exportations est également constatée, sur la même période, dans les domaines des équipements électriques et ménagers (+8,94%) et des produits en caoutchouc et plastique divers (+18,86%).

A38	LibA38	VAL EXP 2012	VAL EXP 2013	Comp 2013/2012	VAL EXP 2014	Comp. 2014 / 2013
CL	Matériels de transport	1563	1483	-5,12%	1281	-13,61%
CB	Textiles, habillement, cuir et chaussures	1633	1693	3,63%	1666	-1,59%
CI	Produits informatiques, électroniques et optiques	396	387	-2,18%	448	15,88%
CF	Produits pharmaceutiques	142	121	-15,13%	112	-6,97%
CK	Machines industrielles et agricoles, machines diverses	325	319	-1,87%	311	-2,52%
CJ	Équipements électriques et ménagers	228	233	1,92%	253	8,94%
CM	Produits manufacturés divers	365	437	19,79%	437	0,01%
CG	Produits en caoutchouc et en plastique, produits minéraux divers	125	123	-0,89%	147	18,86%
CH	Produits métallurgiques et métalliques	320	326	1,75%	154	-52,77%
CA	Produits des industries agroalimentaires (iaa)	68	73	6,51%	66	-9,65%
CE	Produits chimiques, parfums et cosmétiques	295	293	-0,50%	260	-11,45%
CC	Bois, papier et carton	34	33	-2,89%	34	3,99%
JA	Produits de l'édition et de la communication	44	36	-18,04%	32	-12,27%
AZ	Produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture	1	2	51,97%	3	18,39%

Evolution des exportations par secteur





APPROCHE GEOGRAPHIQUE

Palmarès des importations par pays

La Chine reste le premier pays partenaire de Seine-Saint-Denis s'agissant des importations, avec une augmentation continue en volume entre 2012 et 2014 (13,31 % en deux ans). L'Espagne et l'Allemagne restent respectivement en 2^{ème} et 3^{ème} position, avec toutefois un recul continu des introductions venant d'Allemagne (-16,71 % en deux ans). À noter la forte croissance des introductions d'Espagne entre 2012 et 2014 (+24,19%) et des importations en provenance des USA entre 2013 et 2014 (+22,94%).

Pays	LibPays	DEPT	VAL IMP 2012	VAL IMP 2013	Comp 2013/2012	VAL IMP 2014	Comp 2014/2013
CN	Chine	93	1989	2099	5,56%	2262	7,75%
ES	Espagne	93	1512	1721	13,83%	1899	10,36%
DE	Allemagne	93	985	907	-7,91%	828	-8,80%
US	Etats-unis	93	662	628	-5,14%	772	22,94%
IT	Italie	93	595	639	7,43%	592	-7,40%
QU	Pays et territoires non déterminés	93	870	565	-34,99%	514	-9,12%
SK	Slovaquie	93	522	400	-23,45%	424	6,06%
GB	Royaume-uni	93	419	365	-12,77%	396	8,35%
CH	Suisse	93	227	412	81,57%	359	-12,79%
PT	Portugal	93	444	443	-0,21%	357	-19,44%

Palmarès des exportations par pays

S'agissant des exportations, les Etats-Unis restent, de 2012 à 2014, le premier partenaire commercial de la Seine-Saint-Denis, avec une augmentation de 20,22 % du volume des exportations entre 2012 et 2014. Les exportations vers l'Allemagne, de manière analogue aux introductions en provenance de ce même pays, sont marquées par un net recul entre 2013 et 2014 (-12,23%), bien que l'Allemagne conserve sa deuxième place. Les expéditions vers l'Italie se caractérisent par un fléchissement important entre 2012 et 2014 (-53,04 % entre 2012 et 2014). L'Italie, 3^{ème} partenaire commercial en 2012, n'est plus qu'au 6^{ème} rang en 2014. Les exportations vers la Suisse se maintiennent en bonne place (3^{ème} partenaire commercial en 2014).

Pays	LibPays	DEPT	VAL EXP 2012	VAL EXP 2013	Comp 2013/2012	VAL EXP 2014	Comp 2014/2013
US	Etats-unis	93	570	639	12,15%	691	8,07%
DE	Allemagne	93	542	708	30,68%	621	-12,23%
CH	Suisse	93	338	321	-5,09%	352	9,66%
BE	Belgique	93	343	311	-9,30%	302	-2,84%
GB	Royaume-uni	93	269	357	32,62%	296	-17,29%
IT	Italie	93	531	401	-24,48%	287	-28,56%
CN	Chine	93	251	232	-7,46%	256	10,18%
JP	Japon	93	241	198	-17,89%	211	6,64%
DZ	Algérie	93	165	171	3,92%	176	2,78%
HK	Hong kong	93	200	215	7,98%	170	-21,29%
ES	Espagne	93	235	170	-27,38%	162	-5,06%
NL	Pays-bas	93	126	80	-36,02%	129	60,39%



LA TVA ET L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS



EVOLUTION DES RECETTES DE TVA DANS LE DEPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS

L'analyse des données a porté sur les secteurs d'activité suivants : les biens de consommation, l'automobile, les biens intermédiaires, les biens d'équipement, l'énergie, la construction, la réparation automobile, le commerce de gros et les intermédiaires de commerce, le commerce de détail, les transports, les activités financières, les services aux entreprises, les services aux particuliers, l'éducation, la santé, l'action sociale, l'administration, l'agro-alimentaire.

Pour ce faire, trois paramètres ont été privilégiés : le chiffre d'affaires, la TVA déductible sur immobilisations (donnée reflétant les investissements des entreprises), la TVA nette à payer.

LE CHIFFRE D'AFFAIRES

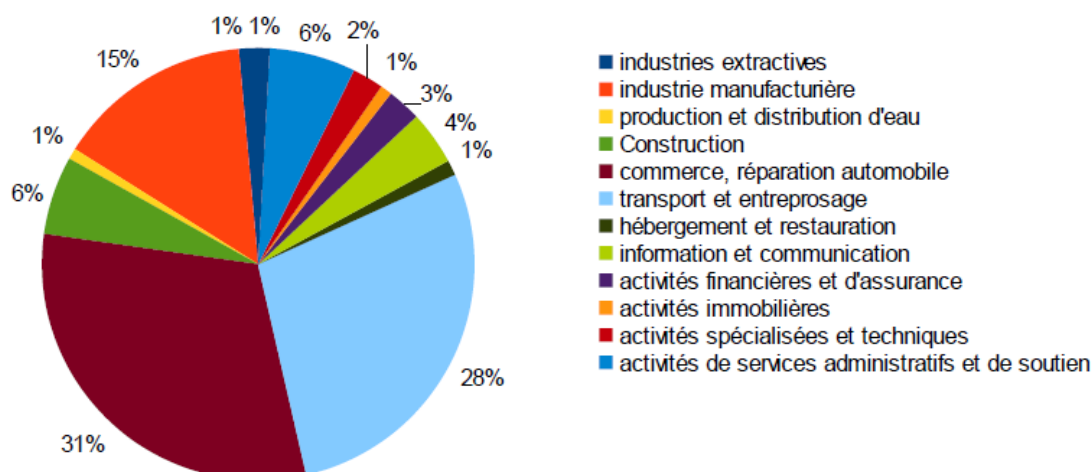
1 – Répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité

Les données relatives au chiffre d'affaires sont celles que les entreprises portent sur les différentes déclarations fiscales qu'elles sont tenues de déposer.

NB : compte tenu du caractère résiduel de l'activité « agriculture, sylviculture et pêche » dans le département, les données concernant cette activité n'ont pas été prises en compte.

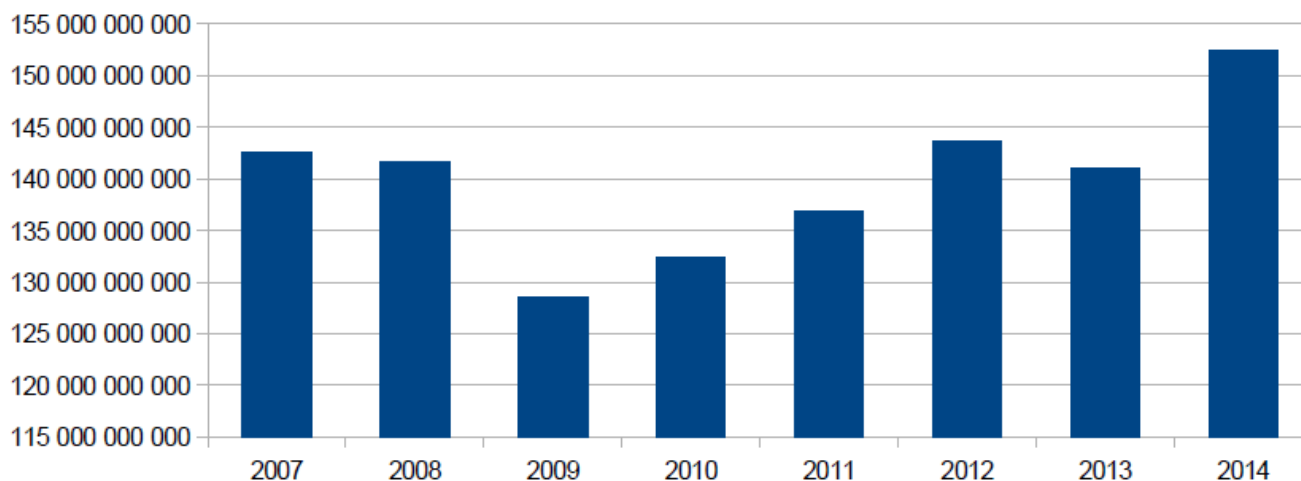
Au titre du seul mois de décembre 2014, les secteurs ayant généré le plus de chiffre d'affaires sont :

Commerce, réparation automobile	31%
Transport et entreposage	28%
Industrie manufacturière	15%
Activité de services administratifs et de soutien	6%
Construction	6%





2. Évolution du chiffre d'affaires déclaré en Seine-Saint-Denis



En 2014, le chiffre d'affaires déclaré par les entreprises a progressé de 8,03 % pour s'établir à 152 408 447 598 €, contre 141 084 408 213 € en 2013. Ce montant dépasse le niveau d'avant-crise et est en grande partie liée à l'arrivée de la SNCF à Saint-Denis en octobre 2013. Ainsi, en comparant le montant du chiffre d'affaires enregistré au deuxième semestre 2014, au même semestre en 2013, la progression s'établit à 8 %, mais l'activité croît dans une moindre proportion par rapport au 1er semestre 2014 (+1,52%).

3. Comparaison régionale

Période	Seine-Saint-Denis		Région IDF	
Année 2012	143 625 018 583 €	4,91%	2 235 332 574 007 €	
Année 2013	141 084 408 213 €	-1,77%	2 299 607 366 769 €	2,88%
Année 2014	152 408 447 598 €	8,03%	2 199 861 920 001 €	-4,34%
2ème semestre 2013	71 110 763 590 €	8,00%	1 186 938 818 634 €	-9,50%
2ème semestre 2014	76 780 385 708 €		1 074 168 494 697 €	
1er semestre 2014	75 628 061 890 €	1,52%	1 147 539 235 871 €	-6,39%
2ème semestre 2014	76 780 385 708 €		1 074 168 494 697 €	

Au niveau régional, le chiffre d'affaires réalisé au second semestre 2014 marque un recul par rapport au 2nd semestre 2013 (- 9,50%) et au 1^{er} semestre 2014 (- 6,39%), conduisant ainsi une baisse du chiffre d'affaires sur l'année 2014 de l'ordre de 4,34 %.



LA TVA DEDUCTIBLE SUR IMMOBILISATIONS

Cette donnée reflète l'investissement mais doit être prise avec précaution compte tenu des erreurs pouvant être commises par les entreprises lors du remplissage des déclarations de TVA. La distinction entre la TVA déductible sur biens et services et la TVA sur immobilisations est en effet sans enjeu fiscal.

Période	Seine-Saint-Denis		Région IDF	
Année 2012	1 158 760 578 €	1,13%	24 752 183 327 €	16,36%
Année 2013	1 193 302 776 €	2,98%	22 209 137 971 €	-10,27%
Année 2014	1 543 020 932 €	29,31%	22 686 596 227 €	2,15%
2ème semestre 2013	609 037 829 €	29,27%	10 727 251 270 €	7,74%
2ème semestre 2014	787 286 974 €		11 557 531 614 €	
1er semestre 2014	755 733 958 €	4,18%	11 129 064 613 €	3,85%
2ème semestre 2014	787 286 974 €		11 557 531 614 €	

En 2014, le montant annuel des déductions de TVA sur immobilisations a progressé tant au niveau régional qu'au niveau départemental. Toutefois, la Seine-Saint-Denis connaît une forte progression (+29,31%) par rapport à l'année 2013. Sur un semestre, l'évolution départementale rejoint celle de l'Île de-France avec une hausse plus mesurée (+4,18 %).



LES RECETTES DE TVA

Période	Seine-Saint-Denis		Région IDF	
Année 2012	2 991 210 017 €	5,38%	35 395 144 583 €	3,07%
Année 2013	2 938 540 655 €	-1,76%	35 155 333 290 €	-0,68%
Année 2014	3 083 707 439 €	4,94%	37 773 733 981 €	7,45%
2ème semestre 2013	1 488 322 609 €	6,43%	17 613 144 596 €	7,41%
2ème semestre 2014	1 584 045 462 €		18 917 745 339 €	
1er semestre 2014	1 499 661 977 €	5,63%	18 855 988 642 €	0,33%
2ème semestre 2014	1 584 045 462 €		18 917 745 339 €	

En 2014, le montant de la TVA recouvrée a progressé de 4,94 % par rapport à l'année 2013 pour s'établir à 3 083 707 439 €, soit le niveau le plus élevé depuis l'année 2008 (période d'avant-crise) où les recettes de TVA avaient atteint 3 065 609 365 €.

Comparaison régionale

	31/12/2011	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014	Evolution 2011/2014	Evolution 2013/2014
Paris	12 551 298 766 €	13 061 138 664 €	13 209 518 350 €	14 430 708 367 €	14,97%	9,24%
Seine-et-Mame	2 100 577 434 €	2 139 459 570 €	2 134 264 219 €	2 300 559 215 €	9,52%	7,79%
Yvelines	3 169 559 232 €	3 103 885 431 €	2 847 984 862 €	3 112 277 154 €	-1,81%	9,28%
Essonne	2 208 346 713 €	2 281 811 951 €	2 309 254 648 €	2 444 673 853 €	10,70%	5,86%
Hauts-de-Seine	7 268 612 318 €	7 517 064 640 €	7 396 978 965 €	7 772 156 976 €	6,93%	5,07%
Seine-Saint-Denis	2 838 507 570 €	2 991 210 017 €	2 938 540 655 €	3 083 707 439 €	8,64%	4,94%
Val-de-Mame	2 282 132 764 €	2 326 923 500 €	2 390 458 395 €	2 525 633 748 €	10,67%	5,65%
Val d'Oise	1 923 045 733 €	1 973 650 810 €	1 928 333 196 €	2 104 017 228 €	9,41%	9,11%
RIF	34 342 080 530 €	35 395 144 583 €	35 155 333 290 €	37 773 733 981 €	9,99%	7,45%

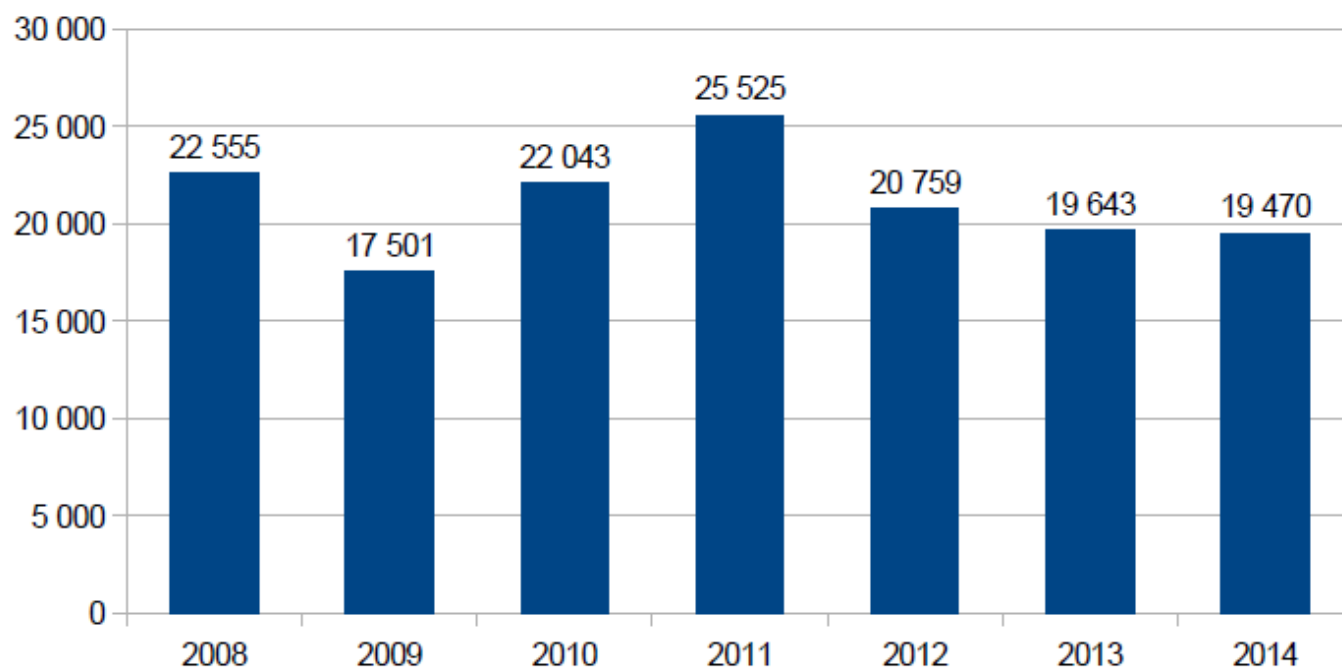
En 2014, l'ensemble des départements franciliens a également connu une augmentation du recouvrement des recettes de TVA, par rapport à l'année 2013 avec une moyenne de 7,45%. La Seine-Saint-Denis connaît la plus faible progression avec 4,94 % alors que certains départements affichent une hausse de près de 10 %. En revanche, le montant des recettes de TVA progresse de 5,63 % en Seine-Saint-Denis sur un semestre alors qu'il marque une quasi-stagnation en Île-de-France (+0,33%).



LES RECETTES D'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Au 31 décembre 2014, le montant des recettes d'IS a diminué de 5,37% sur un an et 12,86 % par rapport à l'année 2011. L'évolution des recettes d'IS marque un recul au niveau régional sur les mêmes termes de comparaison mais dans une moindre proportion : - 0,11 % par rapport à l'année 2011 et -0,71% par rapport à l'année 2013. La Seine-Saint-Denis est le département qui a enregistré la plus forte baisse.

	31/12/2011	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014	Evolution 2011/2014	Evolution 2013/2014
Paris	4 981 263 893 €	5 289 785 396 €	5 290 872 891 €	5 076 798 092 €	1,92%	-4,05%
Seine-et-Marne	473 256 039 €	516 971 209 €	478 815 648 €	516 874 660 €	9,22%	7,95%
Yvelines	648 349 724 €	674 498 511 €	636 255 679 €	661 433 475 €	2,02%	3,96%
Essonne	513 089 995 €	493 630 751 €	452 175 871 €	450 676 818 €	-12,16%	-0,33%
Hauts-de-Seine	1 995 279 852 €	2 008 082 266 €	1 908 024 576 €	2 022 048 435 €	1,34%	5,98%
Seine-Saint-Denis	740 058 402 €	736 312 941 €	681 470 650 €	644 909 402 €	-12,86%	-5,37%
Val-de-Marne	598 174 249 €	611 758 184 €	570 827 811 €	576 068 281 €	-3,70%	0,92%
Val d'Oise	414 642 290 €	428 315 545 €	408 491 766 €	403 651 324 €	-2,65%	-1,18%
RIF	10 364 114 444 €	10 759 354 803 €	10 426 934 892 €	10 352 460 487 €	-0,11%	-0,71%

**LES VENTES IMMOBILIERES EN SEINE-SAINT-DENIS AU 31 DECEMBRE 2014**

En 2014, le nombre de ventes immobilières marque un léger fléchissement par rapport à l'année précédente (-0,88%), mais s'inscrit dans une tendance baissière enregistrée depuis l'année 2011 ; la diminution des ventes immobilières s'établit en effet à 23,72 % par rapport à cette période.



EVOLUTION DES CREDITS A L'EQUIPEMENT DES ENTREPRISES

Pas de contribution ce semestre



LES ENTREPRISES : INNOVATION

Actualité des pôles de compétitivité

DIRECCTE Ile-de-France

Pas de contribution ce semestre



LE TOURISME ET LES ÉVÉNEMENTS D’AFFAIRES



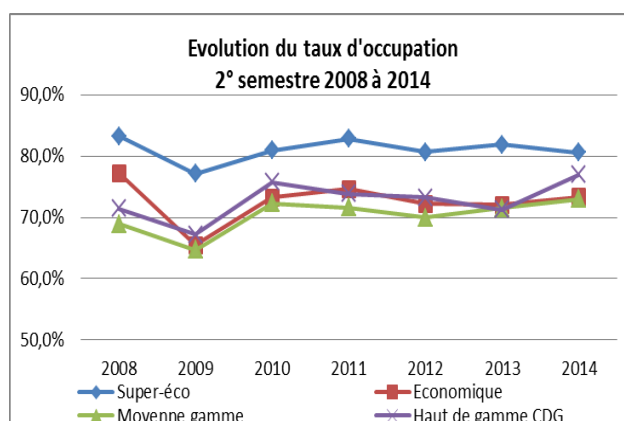
L'hôtellerie

En 2014 la tendance de l'activité hôtelière est meilleure dans les établissements de milieu de gamme et de haut de gamme que dans les établissements de catégories économique et super-économique

Des taux d'occupation en progression sauf dans le super-économique

Le second semestre 2014 témoigne d'une tendance à la hausse des taux d'occupation par rapport au second semestre 2013, à l'exception des établissements de catégorie super économique en recul de 1,2 point. Au cours de ce semestre, ce sont les établissements haut de gamme de la plateforme CDG qui tirent leur épingle du jeu avec une progression de 5,7 points, confirmant ainsi la tendance enregistrée au 1er semestre.

Sur l'ensemble de l'année 2014, la tendance est à la stabilité. Seuls les hôtels haut de gamme de la plate-forme aéroportuaire marquent une sérieuse progression pour atteindre les 75 % et dépasser le niveau qu'ils avaient atteint en 2007.

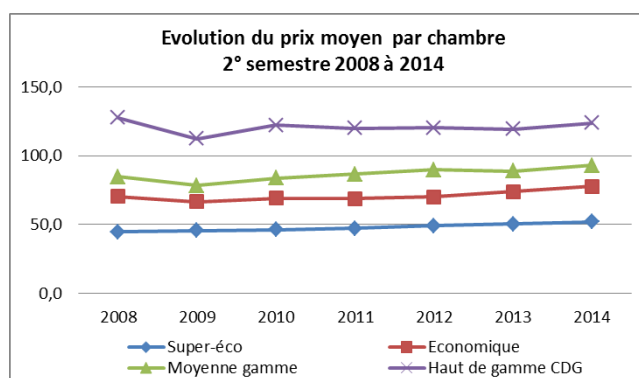


Taux d'occupation 2 ^e semestre	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Super-éco	83,2%	77,1%	80,9%	82,9%	80,7%	81,8%	80,6%
Economique	77,2%	65,5%	73,2%	74,6%	72,2%	72,0%	73,3%
Milieu de gamme	68,9%	64,7%	72,3%	71,6%	70,0%	71,6%	73,0%
Ht de gamme CDG	71,4%	67,2%	75,7%	73,8%	73,3%	71,2%	76,9%

Des prix clairement à la hausse

Comparés aux prix de la même période en 2013, ceux du second semestre les prix moyens sont en nette augmentation (de 1,60 € à 4,60 € selon les catégories). Ces hausses de 3 à 5 % concernent cette fois également les établissements de milieu de gamme ainsi que les hôtels haut de gamme de la plate-forme aéroportuaire.

Appréciées sur l'ensemble de l'année 2014, elles confirment la tendance à la hausse observée depuis plusieurs années où seuls les hôtels haut de gamme de la plate-forme CDG ne voient pas leurs prix progresser.



Prix moyen par chambre 2 ^e semestre	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Super-éco	44,6	45,8	46,3	47,4	49,3	50,5	52,1
Economique	70,4	66,6	69,0	68,8	70,0	73,9	77,7
Milieu de gamme	84,7	78,2	83,8	86,5	89,9	88,9	93,0
Ht de gamme CDG	127,6	112,3	122,2	119,9	120,4	119,3	123,9

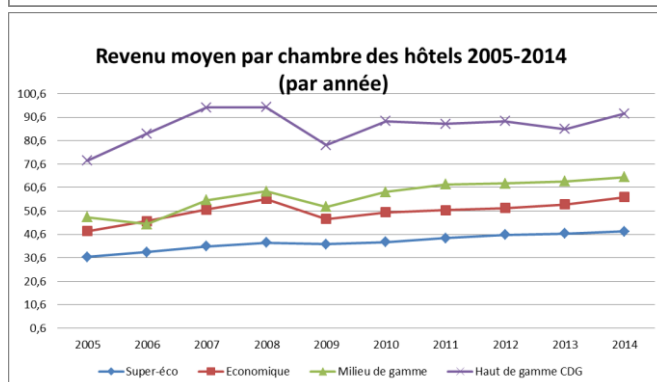
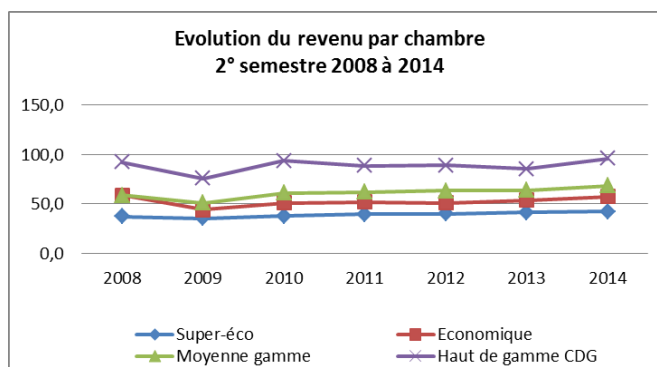


Le revenu par chambre en net progrès sauf dans les établissements super économiques

La conjugaison des taux d'occupation et des prix moyens se traduit par une nette augmentation du revenu moyen par chambre au en comparaison avec les chiffres du second semestre 2013. Hormis les établissements super-économiques pour lesquels la hausse se limite à 0.70 €, les hausses sont importantes (de 4,10 € à 10,60€). La performance est à souligner pour les hôtels haut de gamme de CDG.

Revenu par chambre 2 ^e semestre	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Super-éco	37,1	35,3	37,6	39,4	39,9	41,4	42,1
Economique	58,6	44,0	51,1	51,7	51,0	53,5	57,6
M milieu de gamme	58,6	50,8	61,2	62,1	63,5	63,6	68,3
Ht de gamme CDG	92,3	75,9	93,5	88,7	89,0	85,6	96,2

En année pleine, l'examen sur une période longue confirme qu'après le sérieux recul de 2009, la hausse des revenus par chambre est constante à l'exception des hôtels haut de gamme de CDG pour lesquels toutefois manifeste un redressement.





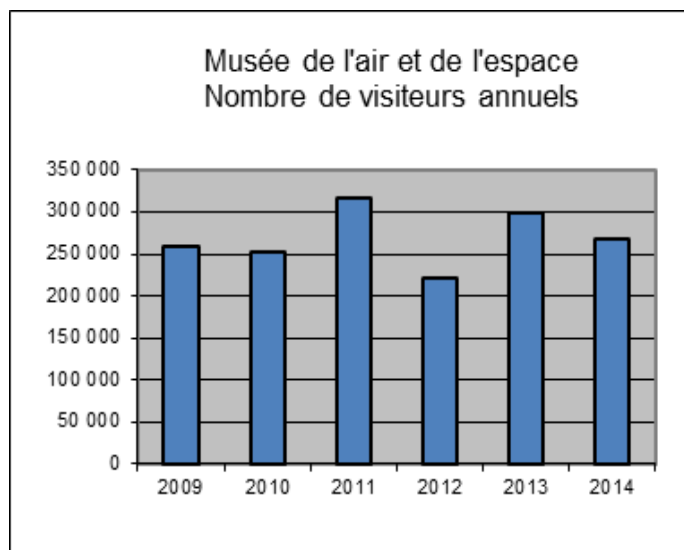
Les principaux sites touristiques

En 2014, la fréquentation des sites touristiques de Seine-Saint-Denis est globalement stable

Le Musée de l'air et de l'espace

Le second semestre 2014 a été bon au Musée de l'air et de l'espace puisque la fréquentation y a progressé de 16 % par rapport à la même période en 2013. Le mauvais temps de l'été a, en effet, joué en faveur des lieux de loisirs à l'abri de la pluie. Sur juillet-août, la fréquentation a quasiment doublé par rapport à 2013. La fréquentation annuelle du Musée de l'air et de l'espace recule légèrement (-3%). Sur l'ensemble de l'année, le Musée a accueilli 268 000 visiteurs, ce qui constitue un très bon score pour une année sans salon de l'aéronautique.

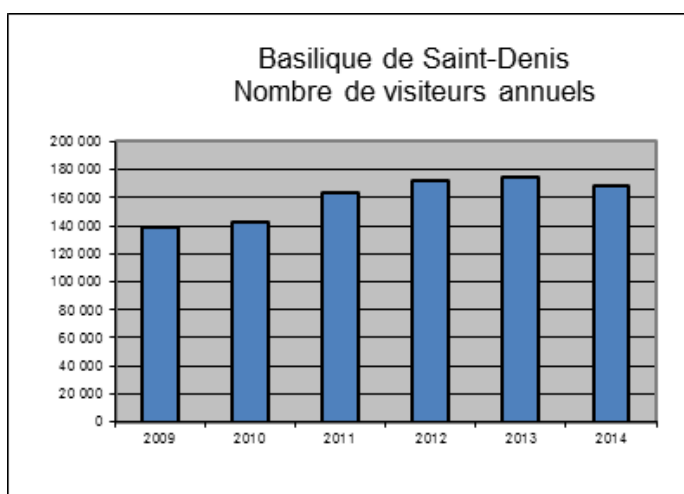
Musée de l'air et de l'espace	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Nombre de visiteurs annuels	259 539	253 007	317 532	221 882	297 785	268 059



La Basilique de Saint-Denis

La seconde moitié de l'année 2014 a été meilleure que la première pour la fréquentation de la Basilique puisqu'on note une légère augmentation des entrées (+1.9%). Cette hausse ne compense toutefois pas la baisse enregistrée au premier semestre puisque sur l'ensemble de l'année 2014, le nombre de visiteurs s'établit à un peu plus de 168 000 visiteurs, soit moins qu'au cours des deux bonnes années 2012 et 2013.

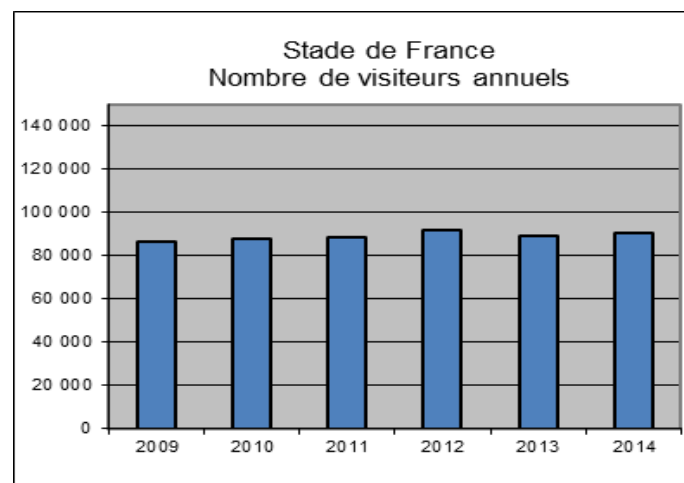
Basilique Saint-Denis	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Nombre de visiteurs annuels	139 006	142 140	163 611	172 121	174 612	168 437



Le Stade de France

Si la fréquentation des visites du Stade de France passe, à nouveau, au-dessus de barre des 90 000, c'est la stabilité qui domine. Le premier trimestre avait été légèrement meilleur que celui de 2013, le second est légèrement moins bon mais ces variations ne sont pas réellement significatives.

Stade de France	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Nombre de visiteurs annuels	86 609	87 634	88 355	91 529	89 284	90 538





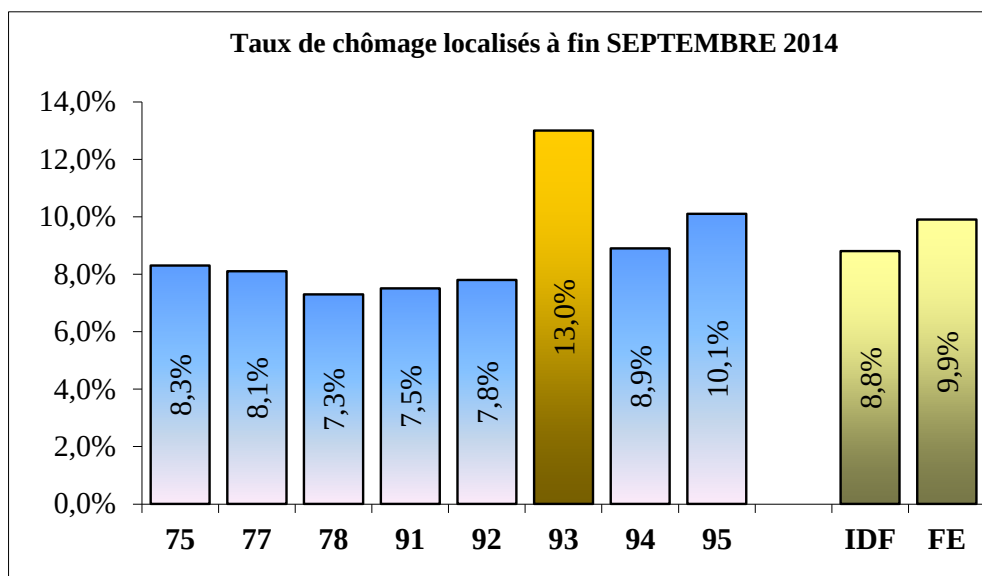
LE CHÔMAGE ET L'EMPLOI



Les taux de chômage en Île-de-France :

A la fin du mois de septembre 2014, le taux de chômage s'élève en Seine-Saint-Denis à **13%**⁽¹⁾, contre 8,8% en Île-de-France et 9,9% pour la France entière.

Ce taux est le plus élevé de la région Île-de-France. Il augmente de +0,3 point sur un trimestre et sur un an.

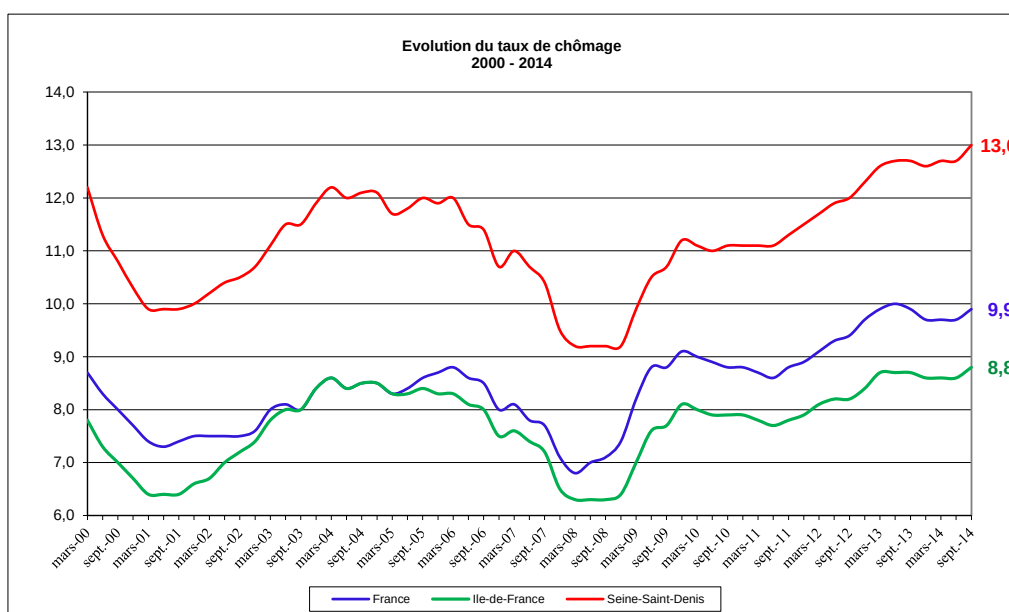


⁽¹⁾ A tout niveau géographique, l'estimation des taux de chômage localisés trimestriels fait l'objet d'une révision régulière, pour tenir compte des résultats de la dernière enquête sur l'emploi de l'Insee et des sources administratives les plus récentes. Les séries sont alors réétalonnées sur plusieurs trimestres.

Source : INSEE

Evolution comparée des taux de chômage de la Seine-Saint-Denis, de l'Île-de-France et de la France entière (de 2000 à 2014) :

Fin septembre 2014, après une stabilité au deuxième trimestre 2014, le taux de chômage augmente en Seine-Saint-Denis. La courbe de l'évolution du taux de chômage en Seine-Saint-Denis suit celles de la région d'Île-de-France et de la France métropolitaine mais à un niveau plus élevé.



Source : INSEE



La demande d'emploi à fin décembre 2014 :

Fin décembre 2014, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, B, C (158 900 DEFM), augmente de +7,9% sur un an et de +72,9% depuis septembre 2008 (91 910).

Depuis janvier 1997 (date des séries statistiques disponibles), la Seine-Saint-Denis n'a jamais connu un nombre aussi élevé de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A,B,C.

La hausse atteint surtout les seniors (+12,3%) et les demandeurs d'emploi de longue durée (+12,5%) ; le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans enregistre une augmentation de +2% sur un an.

Le nombre de demandeurs d'emploi hommes augmente de +8,7% et celui des femmes de +7%.

Les hommes représentent 53,6% des demandeurs d'emploi.

Situation à fin décembre 2014		Valeur	Évolution annuelle
a) Demande d'emploi fin de mois cat. A,B,C ⁽¹⁾ (données CVS), dont : – femmes – hommes – DELD – moins de 25 ans – 50 ans et plus		158 900	+7,9%
		73 770	+7%
		85 130	+8,7%
		69 260	+12,5%
		17 460	+2%
		36 090	+12,3%
a) Demande d'emploi enregistrée, catégorie A,B,C données brutes (cumul annuel), dont : – jeunes de moins de 25 ans – femmes		192 367	+3,6%
		44 267	-1%
		91 418	+2,6%

Sources : STMT-Pôle Emploi, DARES. Cvs : Direccte Ile-de-France (traitement Direccte IDF/UT 93)

⁽¹⁾ Les différentes catégories de demandeurs d'emploi :

catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;

catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins au cours du mois) ;

catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures au cours du mois) ;

catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;

catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

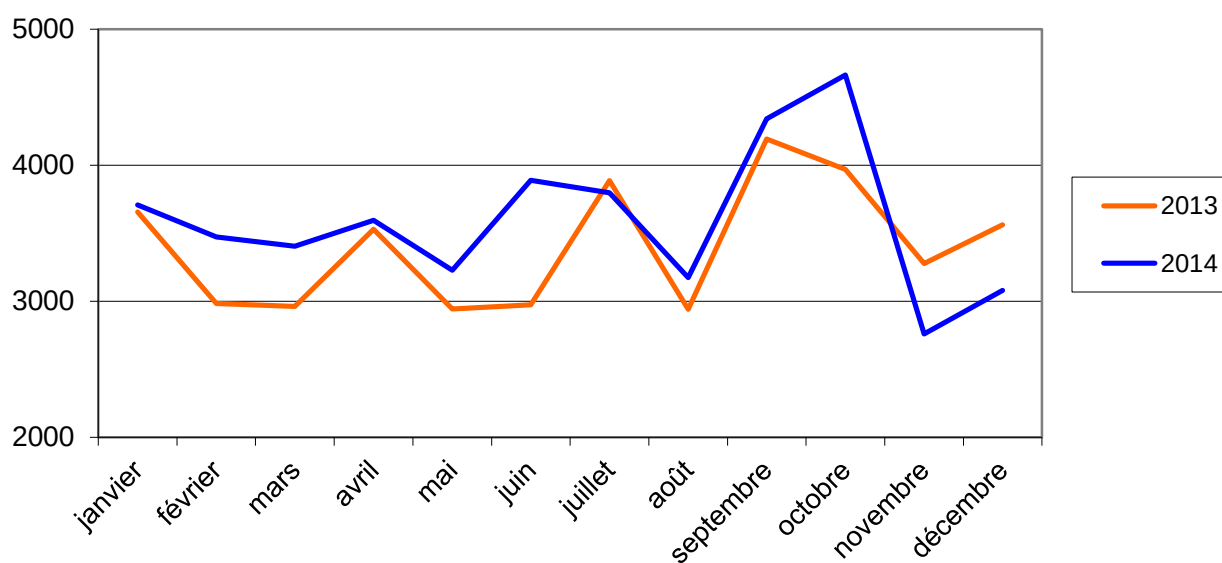


Les offres d'emploi en Seine-Saint-Denis en 2011, 2012 , 2013 et 2014

Structure géographique de l'établissement :

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
2013	3657	2983	2963	3529	2944	2975	3887	2941	4193	3970	3277	3563
2014	3639	3434	3360	3549	3180	3863	3662	2931	4104	4580	2683	3054

OFFRES ENREGISTREES EN SEINE-SAINT-DENIS EN 2013 et 2014





Offres d'emploi enregistrées et offres d'emploi satisfaites 2013-2014 en Seine-Saint-Denis par type et taille

OEE Seine-Saint-Denis par type d'offres (cumul avril-décembre)

	2013	2014	Evolution
Total	31266	31606	1,1%
Emploi durable	19537	19732	1,0%
Emploi temporaire	9327	8958	-4,0%
Emploi occasionnel	2402	2908	21,1%
Emploi indéterminé	0	8	/

OEE Seine-Saint-Denis par taille d'établissement (cumul avril-décembre)

	2013	2014	Evolution
Total	31266	31606	1,1%
K0	4424	6415	45,0%
1 à 9 salariés	8609	9450	9,8%
10 à 49 salariés	8118	6092	-25,0%
50 salariés et plus	8701	8876	2,0%
Non défini	1414	773	-45,3%

Offres satisfaites par type d'offres (cumul avril-décembre)

	2013	2014	Evolution
Total	28353	26615	-6,1%
Emploi durable	17484	17039	-2,5%
Emploi temporaire	8707	7763	-10,8%
Emploi occasionnel	2162	1807	-16,4%
Emploi non déterminé	0	6	/



Offres enregistrées par secteur NAF (cumul annuel)

	2013	2014	Evolution
TOUS NAF	31266	31604	1,1%
01 AGRICULTURE	11	14	27,3%
02 INDUSTRIE	853	943	10,6%
03 B.T.P	1563	1200	-23,2%
G COMMERCE, REPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	5428	5544	2,1%
H TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	1534	2016	31,4%
I HEBERGEMENT ET RESTAURATION	1644	1545	-6,0%
J INFORMATION ET COMMUNICATION	857	1770	106,5%
K ACTIVITES FINANCIERES ET D'ASSURANCE	753	777	3,2%
L ACTIVITES IMMOBILIERES	301	322	7,0%
M ACTIVITES SPECIALISEES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	2469	3069	24,3%
N ACTIVITES DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	6610	7181	8,6%
O ADMINISTRATION PUBLIQUE	2465	1430	-42,0%
P ENSEIGNEMENT	2095	1430	-31,7%
Q SANTE HUMAINE ET ACTION SOCIALE	2226	2138	-4,0%
R ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITES RECREATIVES	466	440	-5,6%
S AUTRES ACTIVITES DE SERVICES	1929	1735	-10,1%
T ACTIVITES DES MENAGES EN TANT QU'EMPLOYEURS, ACTIVITES INDIFFERENCIEES DES MENAGES EN TANT QUE PRODUCTEURS DE BIENS ET SERVICES POUR USAGE PROPRE	7	0	-100,0%
Non Renseigné	55	50	-9,1%



Offres d'emploi enregistrées (OEE) et satisfaites (OES)

Le cumul des offres collectées au cours des douze derniers mois (42 319) augmente de +1,9% sur un an.

Les offres d'emploi durable (26 079) représentent 62% des offres et enregistrent une hausse de +4,5% sur un an. Les offres d'emploi temporaire (11 910) représentent 28% des offres et régressent de -5,7% sur un an. Les offres d'emploi occasionnel (4 330) représentent 10% des offres, elles augmentent de +9,8% sur un an.

Le cumul des offres d'emploi satisfaites au cours des douze derniers mois (37 037 offres tous types) recule de -1,6% sur un an.

Situation à fin décembre 2014	% par nature de contrat	Valeur	Evolution annuelle
Offres d'emploi enregistrées tous types données brutes (cumul annuel), dont :		42 319	+1,9%
– offres d'emploi durable	62%	26 079	+4,5%
– offres d'emploi temporaire	28%	11 910	-5,7%
– offres d'emploi occasionnel	10%	4 330	+9,8%
Offres d'emploi satisfaites tous types, données brutes (cumul annuel)		37 037	-1,6%

Sources : STMT-Pôle Emploi, DARES (traitement Direccte IDF/UT 93)

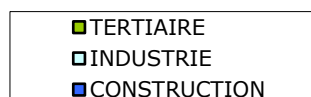
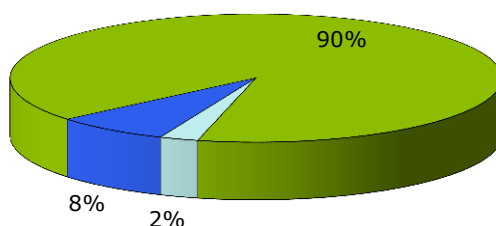


Evolution des déclarations uniques d'embauches (DUE) Seine-Saint-Denis

	Secteur d'activité	Déclaration d'embauche 2014*	Poids secteur	Evolution 2014/ 2013
INDUSTRIE	Industries agro alimentaire	5 026	0,79%	40,12%
	Cokéfaction et raffinage	21	0,00%	-32,26%
	Equipements electriques, electroniques, informatiques	647	0,10%	-12,92%
	Fabrication de matériels de transport	279	0,04%	-47,85%
	Autres produits industriels	7 736	1,22%	4,51%
	Industries extractives, energie, eau	2 367	0,37%	32,09%
	INDUSTRIE	16 076	2,54%	14,10%
CONST.	CONSTRUCTION	47 802	7,55%	-1,72%
TERTIAIRE	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	55 251	8,73%	4,93%
	Transport	32 080	5,07%	3,92%
	Hébergement et restauration	78 923	12,47%	-2,12%
	Information et communication	94 723	14,97%	0,84%
	Activités financières et d'assurance	7 057	1,12%	0,71%
	Activités immobilières	1 910	0,30%	-3,29%
	Activités scientifiques et techniques ; soutien et services administratifs	121 391	19,18%	10,62%
	Administrations publiques, défense, enseignement, santé humaine et action sociale	75 097	11,87%	2,54%
	Autres activités de services	102 547	16,20%	3,54%
	TERTIAIRE	568 979	89,90%	3,62%
AUTRES	Activités diverses et non classées	16	0,00%	-
	TOTAL hors interim	632 873	100,00%	3,44%
Interim		309 833		-1,00%
TOTAL		942 706		1,93%

En 2014 le nombre déclarations uniques d'embauches hors intérim augmente de 3,44% (21 036 DUE en plus) par rapport à 2013. Les secteurs de l'industrie et du tertiaire voient leurs nombres de DUE augmentés de 3,44% et 14,10%.

Répartition des DUE par activité





Indicateurs de suivi du secteur privé (évolution annuelle à fin décembre 2014)

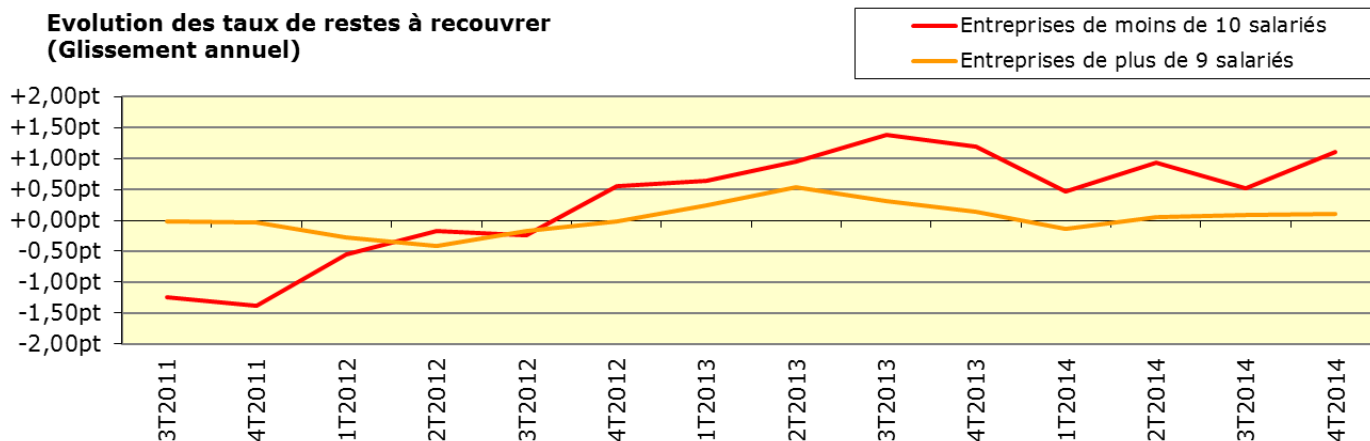
Entreprises de moins de 10 salariés

Entreprises de moins de 10 salariés	
Taux de restes à recouvrer	+1,11pt
Nombre de délais demandés (sur 12 mois glissants)	+0,2%

Entreprises de plus de 9 salariés

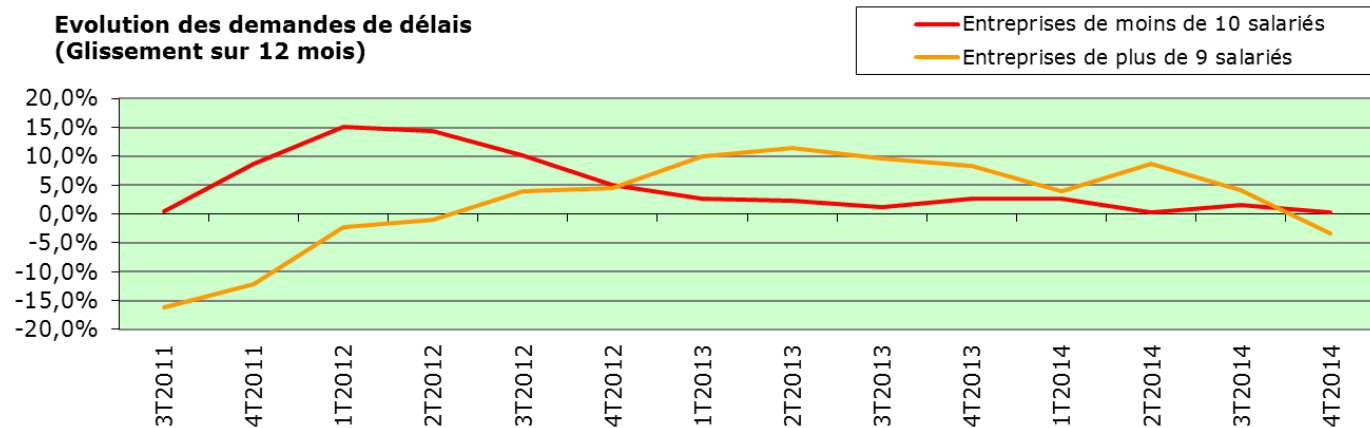
Entreprises de plus de 9 salariés	
Taux de restes à recouvrer	+0,10pt
Nombre de délais demandés (sur 12 mois glissants)	-3,4%

Evolution des taux de restes à recouvrer
(Glissement annuel)



Taux de restes à recouvrer : montant des cotisations non soldées par rapport aux cotisations déclarées par les entreprises

Evolution des demandes de délais
(Glissement sur 12 mois)





Le revenu de solidarité active (RSA)

Nombre d'allocataires du RSA en Seine-Saint-Denis (décembre 2009 à décembre 2014) source : CAF

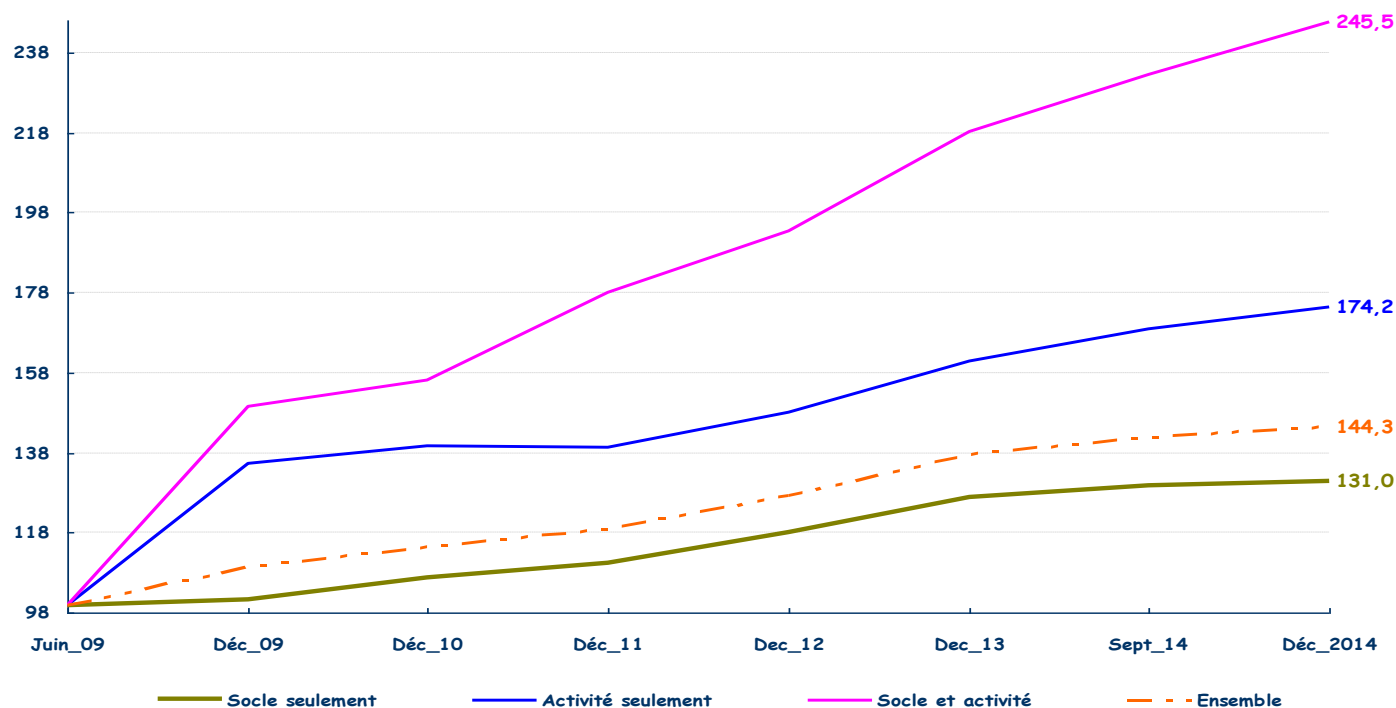
Période	Socle seulement	Activité seulement	Socle et activité	Ensemble RSA
Déc_09	54 621	13 977	6 001	74 599
Déc_10	57 445	14 426	6 260	78 131
Déc_11	59 490	14 365	7 140	80 995
Déc_12	63 687	15 266	7 761	86 714
Mars_13	64 661	15 873	8 017	88 551
Juin_13	66 369	16 350	8 106	90 825
Sept_13	67 111	16 242	8 425	91 778
Dec_13	68 350	16 597	8 755	93 702
Mars_14	66 999	16 382	8 582	91 963
Juin_14	68 935	17 273	8 809	95 017
Sept_14	70 027	17 421	9 329	96 777
déc_14	70 583	17 979	9 843	98 405

Comme les trimestres précédents, le nombre d'allocataires du RSA continue de progresser en Seine-Saint-Denis, se rapprochant ainsi de plus en plus de la barre des 100 000 allocataires.

En 3 mois la hausse est estimée à 1,85% (+1 760 allocataires de plus) et en une année (décembre 2013 et décembre 2014), l'accroissement s'élève à 5% soit 4 700 personnes de plus dans le dispositif



Evolution (en base 100) des différentes composantes du RSA en Seine-Saint-Denis de juin 2009 à décembre 2014 : (Source: site CAF)



LEXIQUE :

RSA socle seul : un foyer allocataire du « RSA socle seul » n'a pas de revenus d'activité, ou bien au moins un de ses membres est en période de cumul intégral [1].

RSA socle et activité : les bénéficiaires du « RSA socle et activité » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est inférieur au montant forfaitaire. Ils bénéficient donc à la fois du RSA socle (fraction) et du RSA activité.

RSA activité seul : les bénéficiaires du « RSA activité seul » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est supérieur au montant forfaitaire. C'est cette composante qui est véritablement nouvelle avec la mise en place du RSA et qui sert le plus souvent de référence pour apprécier la montée en charge du RSA.

[1] Le cumul intégral consiste à neutraliser l'ensemble des revenus d'activité pour le calcul du RSA, pendant une période de 4 mois (éventuellement fractionnée) au cours des douze derniers mois.

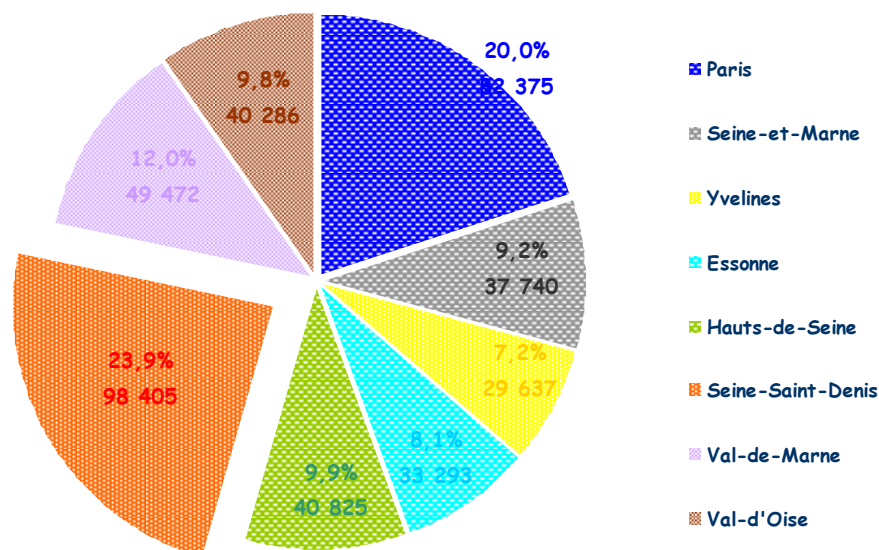
A l'image de l'ensemble des allocataires du RSA, les différentes composantes continuent également leur progression. Depuis sa création, le "RSA socle" (ancien RMI) a progressé de 31%, le "RSA activité" de 74,2% et le "RSA Socle et Activité" de plus de 145 %.



Plus de 98 000 allocataires du RSA en Seine-Saint-Denis, soit près de 24% de l'ensemble des allocataires en Ile-de-France :

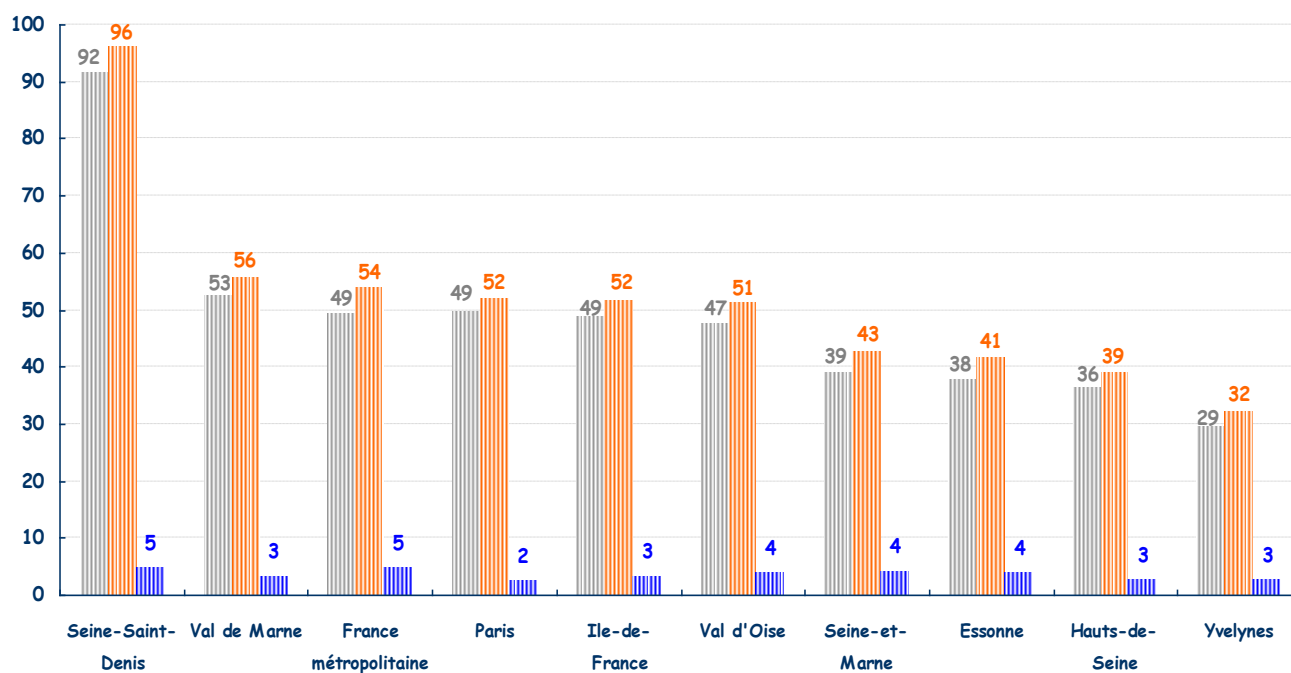
Nombre d'allocataires du RSA selon les départements franciliens en décembre 2014

(source : Site CAF)



En Seine-Saint-Denis, 5 personnes sur 1000 âgées de 15/64 ans sont entrées dans le dispositif du RSA entre 2013 et 2014 contre 2 à Paris :

Evolution comparée du nombre d'allocataires pour 1000 personnes âgées de 15-64 ans dans les départements franciliens entre décembre 2013 et décembre 2014 (Sources : Insee, EAR/CAF)



▨▨▨ Nb alloc RSA pour 1000 personnes de 15-64 ans_décembre2013 ▨▨▨ Nb alloc RSA pour 1000 personnes de 15-64 ans_décembre2014

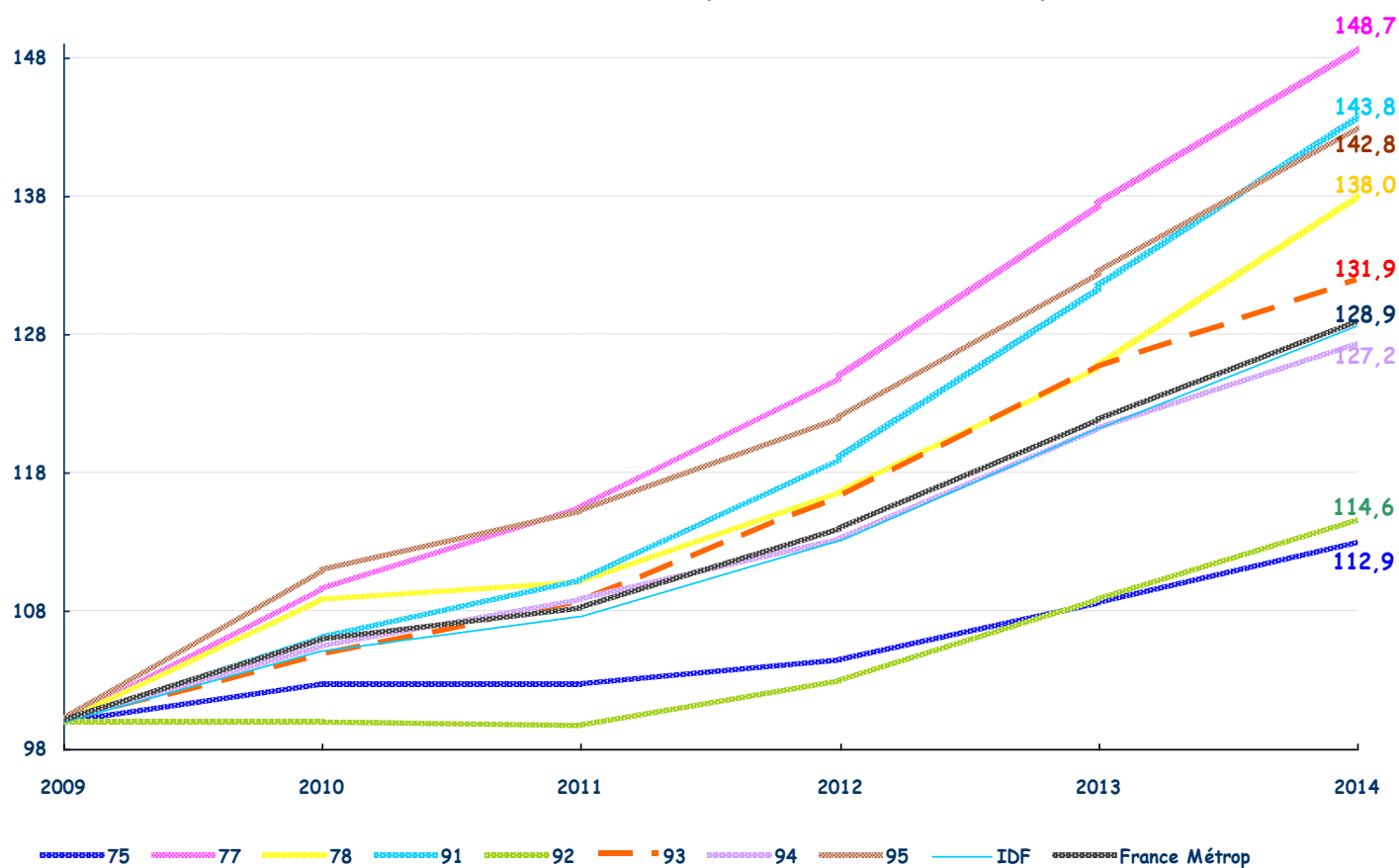
▨▨▨ Ecart de progression 2013/2014



Une évolution des allocataires du RSA continuellement à la hausse en Ile-de-France depuis 2009

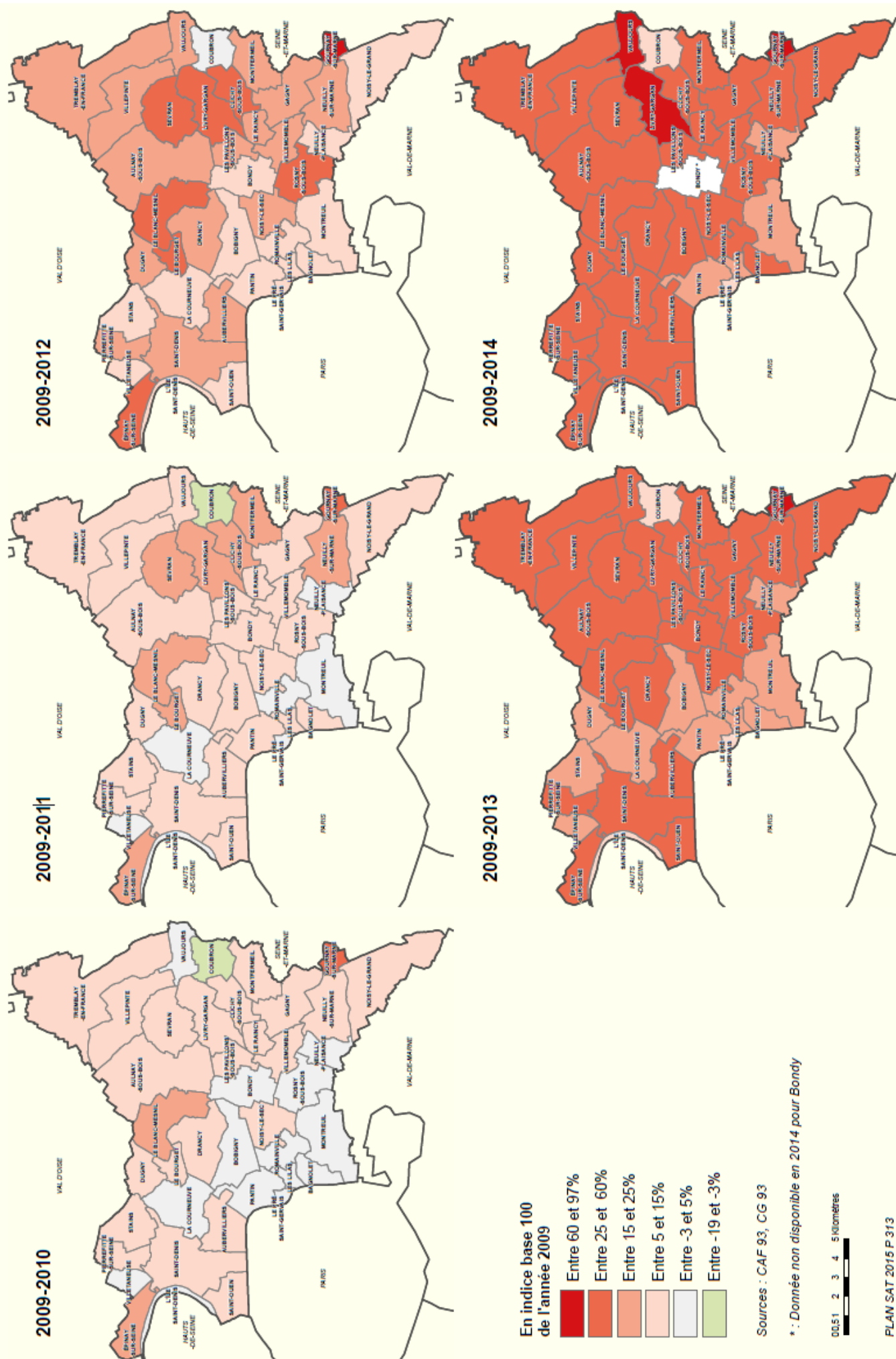
Depuis sa création en 2009, le nombre d'allocataires du RSA n'a cessé de croître dans tous les départements franciliens. Les départements de la grande couronne sont ceux qui ont connu les augmentations les plus importantes. Quant à la Seine-Saint-Denis qui arrive juste après ces départements en terme d'accroissement, elle détient toujours le nombre record d'allocataires - 98 405 en décembre 2014. Paris et les Hauts-de-Seine se distinguent par les hausses les plus faibles.

Evolution du nombre d'allocataires du RSA dans les départements franciliens
décembre 2009/décembre 2014 (base 100 = décembre 2009)



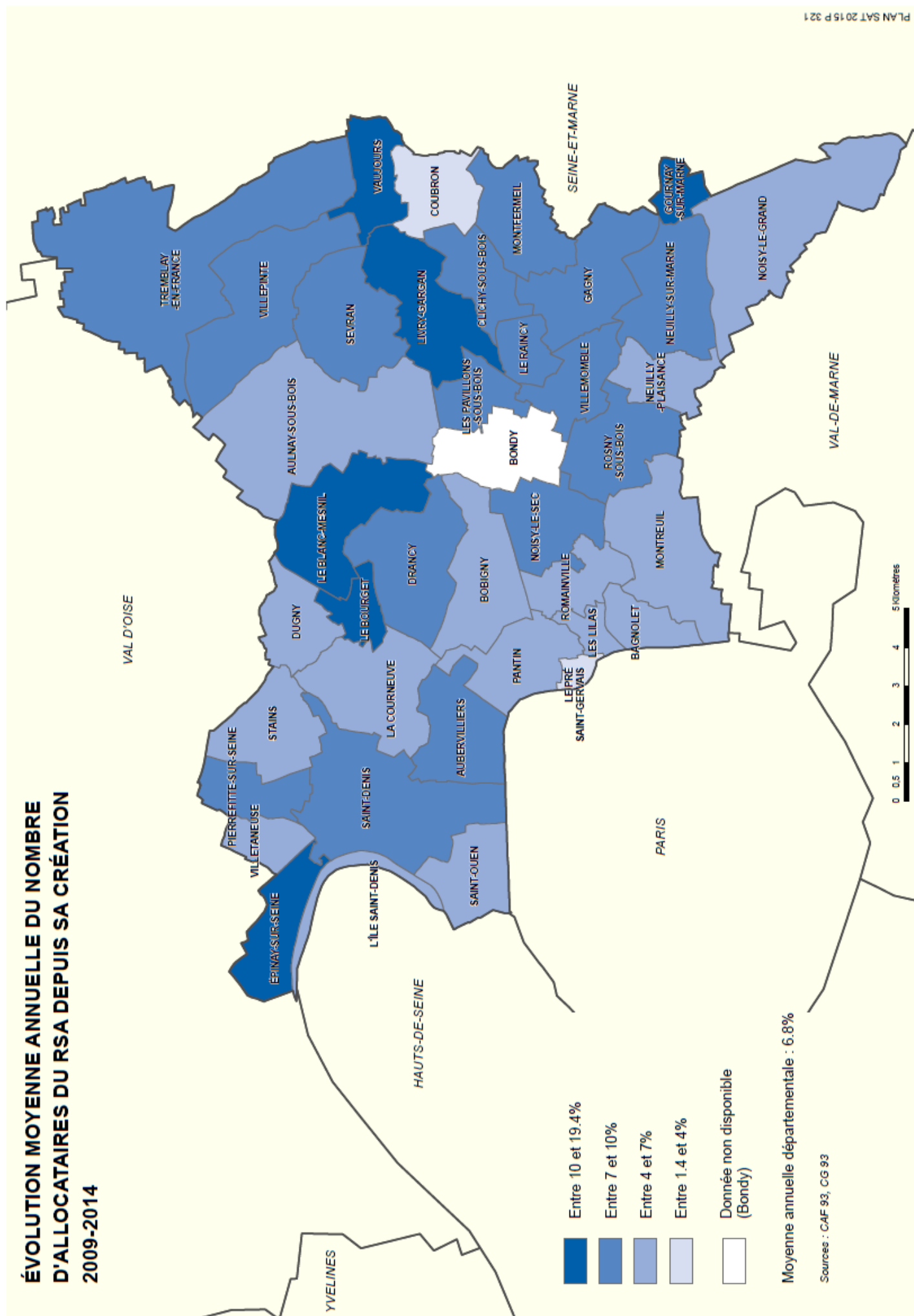


ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ALLOCATAIRES DU RSA DEPUIS L'ANNÉE DE SA CRÉATION EN 2009





ÉVOLUTION MOYENNE ANNUELLE DU NOMBRE D'ALLOCATAIRES DU RSA DEPUIS SA CRÉATION 2009-2014

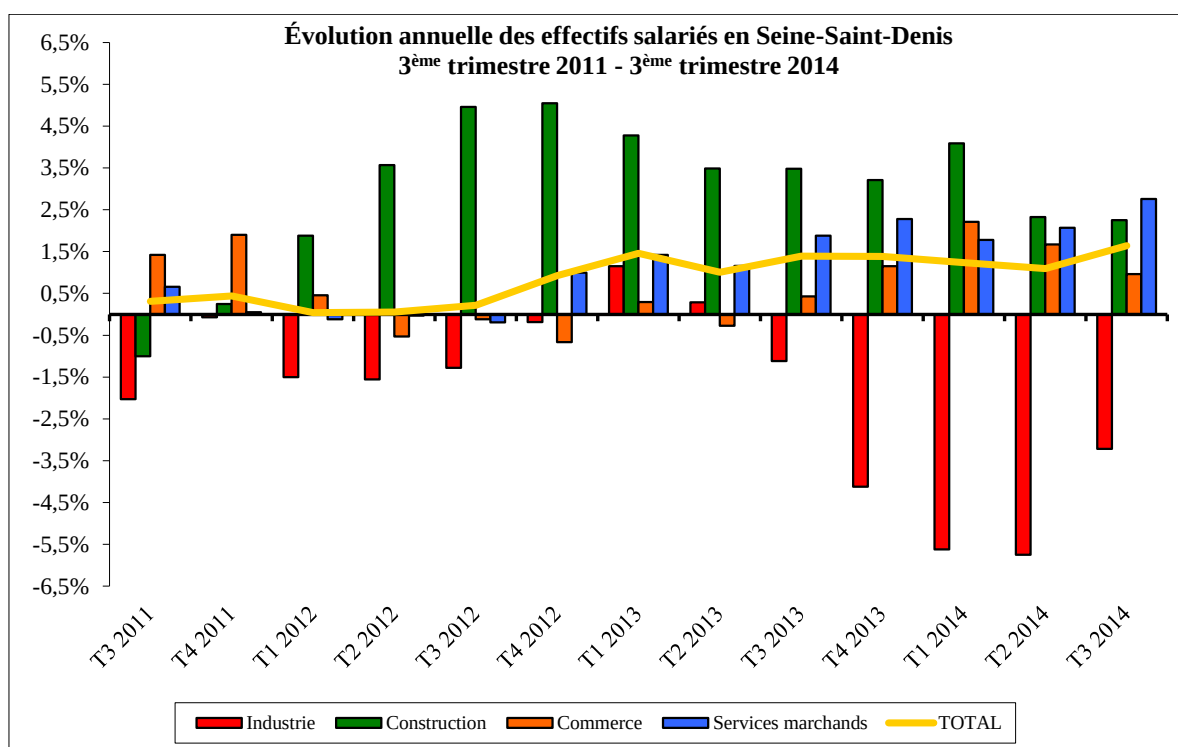




Evolutions des estimations trimestrielles des effectifs salariés dans les grands secteurs de l'emploi (données CVS)

Selon les dernières estimations de l'Insee, à fin septembre 2014, les effectifs salariés (396 903 emplois) augmentent de +0,8% sur un trimestre (+3 334 emplois) et de +1,6% sur un an, soit +6 409 emplois.

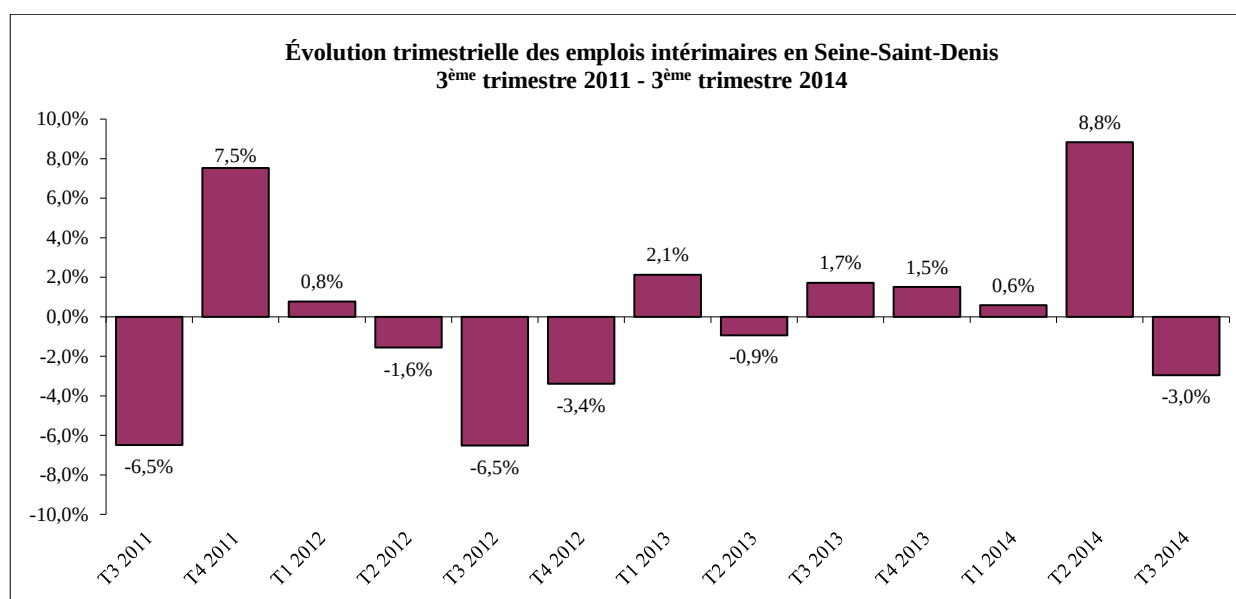
Sur un an, l'emploi salarié dans les principaux secteurs d'activité, évolue de la manière suivante : Industrie (-3,2%), Construction (+2,2%), Commerce (+1%) et Services marchands (+2,8%).



Source : Insee, estimations d'emploi (traitement Direccte IDF/UT 93)

L'intérim, variable d'ajustement de l'emploi aux variations d'activité (données CVS)

Selon les dernières estimations de l'Insee, à fin septembre 2014, le nombre d'intérimaires (6 767) diminue de -3% sur un trimestre mais augmente de +7,8% sur un an.



Source : Insee, estimations d'emploi (traitement Direccte IDF/UT 93)

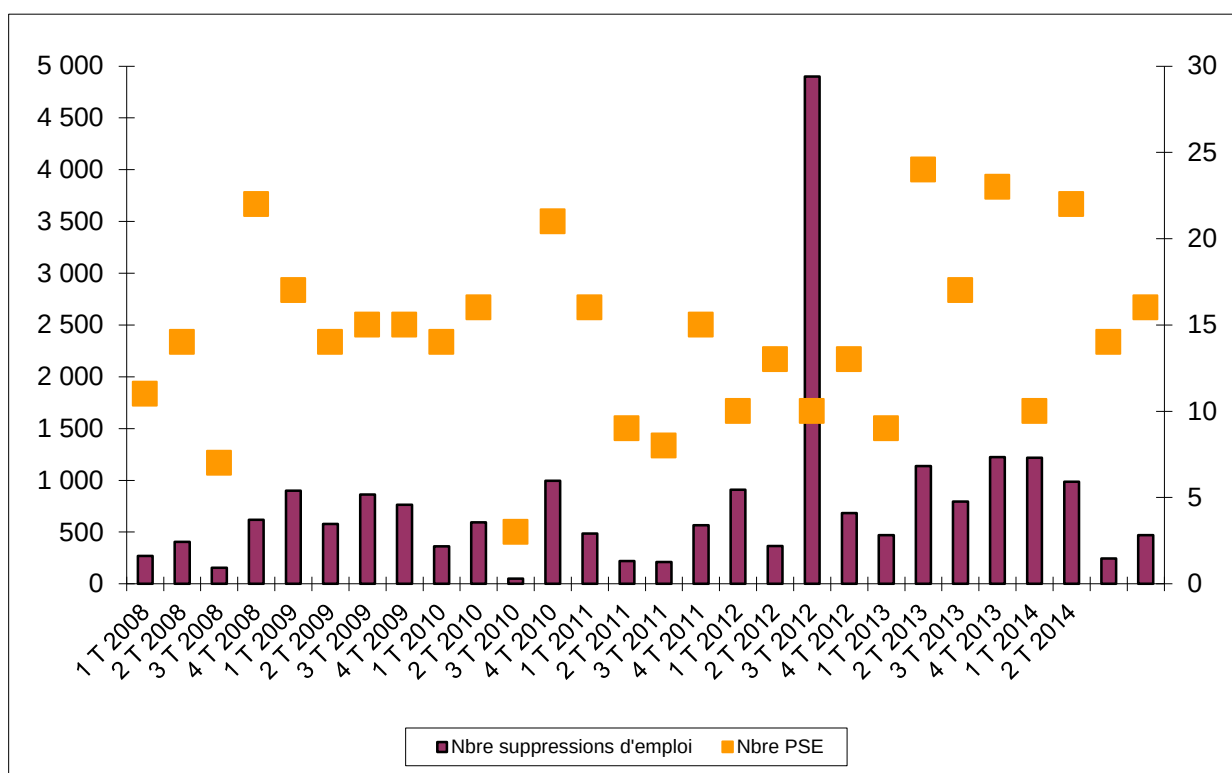


Le recours au chômage partiel

Depuis le début de l'année 2014, 615 221 heures de chômage partiel ont été autorisées, concernant 169 entreprises et 1 803 salariés. Le nombre d'heures autorisées augmente de +37,3% ; celui des entreprises ayant eu recours au chômage partiel diminue de -12,9% et celui des salariés concernés de -70,2% par rapport à l'année 2013 (448 049 heures de chômage partiel ont été autorisées, concernant 194 entreprises et 6 052 salariés).

Hausse du nombre de licenciements économiques avec PSE :

Pour l'année 2014, nos services ont enregistré 62 projets de licenciements économiques avec PSE représentant 2 921 suppressions d'emplois sur le département. Le nombre des procédures diminue de -11,4% et celui des suppressions de postes de -19,5% par rapport à l'année 2013 (70 procédures et 3 627 suppressions de postes).



Source : Direccte IDF/UT 93



LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER



Pas de contribution ce semestre



ANNEXES

- Procédures de redressements, jugements et affaires contentieuses au Tribunal de commerce de Bobigny en 2014

Sources : Tribunal de Commerce



Tribunal de commerce de : Bobigny

années 2014 et 2015

période	procédures de redressement et liquidation judiciaire + sauvegarde			clôtures des opérations (*)	affaires contentieuses				durée des affaires terminées (***)	référés affaires terminées	injonctions de payer	ordonnances sur requêtes	
	jugements d'ouverture		affaires nouvelles		affaires terminées			affaires en cours				président	juge commissaire
	tous jugements	dont liquidations immédiates			jugements au fond (**)	autres	total						
déc-14	50	46		66	131	196	5	201	887	Variable	19	861	665
année 2014	1 568	1 379		1 463	1 847	1 508	234	1 742	887	Variable	522	5 257	7 261
janv-15	141	134		6	210	66	23	89	1 008	Variable	20	424	550
févr-15	245	220		358	79	141	28	169	918	Variable	86	527	654
mars-15	210	194		157	264	156	26	182	1 000	Variable	62	502	769
avr-15										Variable			
mai-15										Variable			
juin-15										Variable			
juil-15										Variable			
août-15										Variable			
sept-15										Variable			
oct-15										Variable			
nov-15										Variable			
déc-15										Variable			
année 2015	596	548		521	553	363	77	440		Variable	168	1 453	1 973

(*) clôtures : clôtures de liquidation judiciaire et de plan de redressement

(**) Jugement au fond : acceptation partielle ou totale de la demande, rejet

(***) durée entre la date de saisine et la date de la décision dessaisissant la juridiction. Toutes natures de décisions.

TC Bobigny année 2015



Libellé	Année 2015
---------	------------

Répartition des enrôlements

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept.	oct.	nov.	déc.	TOTAL
Saisine d'office et sur requête du parquet :	306	203	286										795
Dont enrôlement en liquidation judiciaire	0	27	32										59
Dont enrôlement en sanction personnelle	50	19	0										69
Dont enrôlement en impécuniosité	116	78	167										361
Dont enrôlement pour examen de la clôture	140	79	98										315
Dont enrôlement pour rectification	0	0	1										1
DCP	64	75	90										229
Demande d'ouverture de sauvegarde	0	1	1										2
Assignation	89	113	117										319
Assignation à jour fixe	0	0	0										0
Opposition à ordonnance du JC	0	0	1										1
Tierce opposition	1	0	1										2
Requête du tribunal	148	98	86										332
Renvoi sur incompétence	0	1	1										2
Remise au rôle	4	4	6										14
Demande interprétation	0	0	0										0
Poursuite d'activité (+en LJ)	5	21	14										40
Opposition état créances	0	0	0										0
Divers	0	1	17										18
Demande de rétablissement professionnel et L	0	0	0										0
Total	617	517	620	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1754

Jugements rendus

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept.	oct.	nov.	déc.	TOTAL
Sauvegarde - Ouverture de la procédure	0	2	1										3
Ouverture Redressement Judiciaire	5	17	11										33
Ouverture R.J.L.J. ou sauvegarde CA	0	1	1										2
LJ immédiate + LJSimplifiée directe	134	220	194										548
Conversion en Liquidation Judiciaire + LJS	8	14	11										33
Résolution plan LJ	2	5	3										10
Résolution plan cession	0	0	0										0
Plan cession	1	1	0										2
Continuation de l'entreprise	0	3	11										14
Extension à d'autres sociétés	0	0	0										0
Extension à dirigeant	0	0	0										0
Rejet plan de continuation	0	0	0										0
Rejet plan de cession	0	1	2										3
Modification plan de cession	0	0	0										0
Modification du plan de continuation / sauvegarde	0	4	3										7
Faillite personnelle	17	31	12										60
Interdiction de gérer	14	36	20										70
Comblement du passif	0	0	0										0
N'y a lieu à comblement du passif	0	0	0										0
N'y a lieu à sanction	2	5	2										9
N'y a lieu à ouverture	3	1	5										9
N'y a lieu à statuer affaires déjà jugées	12	11	21										44
Confusion de patrimoines	0	1	1										2
Rétractation de jugement	0	0	0										0
Nomination d'un juge commis (Art. R.621-3)	3	4	12										19
Adjonction d'un ou plusieurs administrateurs	0	0	1										1
Autorisation maintien activité besoins LJ	1	5	1										7
Prolongation de la période observation/ saur.	6	19	8										33
Modification date cessation des paiements	0	0	0										0
Clôture pour insuffisance d'actif	5	354	152										511
Clôture par extinction du passif	1	1	2										4
Désistement et radiation	29	44	42										115
Incompétence	0	1	0										1
Clôture du plan de cession	0	3	3										6
Clôture du plan de continuation	0	0	0										0
Homologation & transaction	0	0	0										0
Donner acte (accord des parties)	0	0	0										0
Rejet de la demande	0	0	3										3
Acceptation totale	12	176	63										251
Acceptation partielle	0	0	0										0
Nomination d'un commissaire ad hoc	0	0	0										0
Clôture de la procédure de RJ	0	0	0										0
Remplacement mandataire	0	0	0										0
Prorogation du délai de clôture	0	119	24										143
Autres jugements	0	0	0										0
Total	255	1079	609	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1943



Décisions dépôts janvier février mars avril mai juin juillet août sept. oct. nov. déc. TOTAL

Rédaction des comptes/fin de Mission (CRFM)	51	248	300										599
Dépôt état collocation	0	0	0										0
Autres dépôts	3227	727	1055										5009
Total	3278	975	1355	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5608

Autres janvier février mars avril mai juin juillet août sept. oct. nov. déc. TOTAL

Ordonnances référées	19	73	59										151
Radiations référées	1	8	1										10
Jugements contradictoires	43	77	49										169
Jugements réputés contradictoires	48	92	135										275
Jugements par défaut	1	7	6										14
Jugements de radiation	13	19	19										51
Total	125	276	269	0	0	0	0	0	0	0	0	0	670

Ordonnances du Président janvier février mars avril mai juin juillet août sept. oct. nov. déc. TOTAL

Ord. Président - Etat des frais émoluments	105	72	80										257
Ord. Président - Désignation carpières	0	0	0										0
Ord. Président - Chgt Jco / Jcs	15	172	8										195
Ord. Président - Application LJS (L841-2)	6	8	12										26
Ord. Président - Divers	298	275	402										975
Total	424	527	502	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1453

Conciliateur / Sauvegarde janvier février mars avril mai juin juillet août sept. oct. nov. déc. TOTAL

Conciliation - Ouverture de la procédure	2	2	0										4
Conciliation - Constatation de l'accord	0	0	0										0
Conciliation - Homologation de l'accord	0	0	1										1
Conciliation - Résolution de l'accord	0	0	0										0
Sauvegarde - Ouverture de la procédure	0	2	1										3
Sauvegarde - Plan de sauvegarde	1	0	0										1
Sauvegarde - Conversion RJ	1	0	0										1
Sauvegarde - Conversion LJ	0	0	0										0
Total	4	4	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10



		2014	%	2015	%	Total	Pourcentage
Immatriculations	Statut A	143	4	447	13	590	8,75
	Statut B	2807	85	2613	76	5420	80,34
	Statut C	3	0	2	0	5	0,07
	Statut D	354	11	366	11	720	10,67
	Statut I	4	0	7	0	11	0,16
	Total	3311		3435		6746	
	Pourcentage	49,08		50,92			100
Modifications légales	Statut A	75	2	112	2	187	1,89
	Statut B	4221	91	4688	89	8909	89,94
	Statut C	26	1	17	0	43	0,43
	Statut D	341	7	424	8	765	7,72
	Statut I	1	0			1	0,01
	Total	4664		5241		9905	
	Pourcentage	47,09		52,91			100
Procédures Collectives	Non inscrit			1	0	1	0,05
	Statut A	31	3	30	3	61	3,01
	Statut B	876	96	1080	97	1956	96,54
	Statut D	4	0	4	0	8	0,39
	Total	911		1115		2026	
	Pourcentage	44,97		55,03			100
Radiations	Statut A	240	11	226	11	466	11,17
	Statut B	1747	82	1653	81	3400	81,52
	Statut C	4	0	2	0	6	0,14
	Statut D	141	7	155	8	296	7,1
	Statut I	1	0	2	0	3	0,07
	Total	2133		2038		4171	
	Pourcentage	51,14		48,86			100
Total		11019		11829		22848	



		2014	%	2015	%	Total	Pourcentage
Immatriculations	Statut A	143	4	447	13	590	8,75
	Statut B	2807	85	2613	76	5420	80,34
	Statut C	3	0	2	0	5	0,07
	Statut D	354	11	366	11	720	10,67
	Statut I	4	0	7	0	11	0,16
	Total	3311		3435		6746	
	Pourcentage	49,08		50,92			100
Modifications légales	Statut A	75	2	112	2	187	1,89
	Statut B	4221	91	4688	89	8909	89,94
	Statut C	26	1	17	0	43	0,43
	Statut D	341	7	424	8	765	7,72
	Statut I	1	0			1	0,01
	Total	4664		5241		9905	
	Pourcentage	47,09		52,91			100
Procédures Collectives	Non Inscrit			1	0	1	0,05
	Statut A	31	3	30	3	61	3,01
	Statut B	876	96	1080	97	1956	96,54
	Statut D	4	0	4	0	8	0,39
	Total	911		1115		2026	
	Pourcentage	44,97		55,03			100
Radiations	Statut A	240	11	226	11	466	11,17
	Statut B	1747	82	1653	81	3400	81,52
	Statut C	4	0	2	0	6	0,14
	Statut D	141	7	155	8	296	7,1
	Statut I	1	0	2	0	3	0,07
	Total	2133		2038		4171	
	Pourcentage	51,14		48,86			100
Total		11019		11829		22848	



		2014	%	2015	%	Total	Pourcentage
Inscription	Bien(s) inaliénable(s)	4	0	5	0	9	0,08
	Déclaration(s) de créances	4	0	1	0	5	0,05
	Gage des stocks	1	0	2	0	3	0,03
	Gage sans dépossession	15	0	15	0	30	0,28
	Nantissement(s) de l'outillage, matériel et équipe	7	0	14	0	21	0,2
	Nantissement(s) de parts de société civile	46	1	31	1	77	0,72
	Nantissement(s) du fonds artisanal	1	0			1	0,01
	Nantissement(s) du fonds de commerce	241	5	208	3	449	4,2
	Nantissement(s) Judiciaire(s)	11	0	26	0	37	0,35
	Opération(s) de crédit-bail en matière mobilière	1237	26	1504	25	2741	25,64
	Prêt(s) et délais	3	0			3	0,03
	Privilège(s) de vendeur et action résolutoire	46	1	33	1	79	0,74
	Privilège(s) du trésor	273	6	340	6	613	5,73
	Privilège(s) sécurité sociale et régimes complemen	2435	52	3423	57	5858	54,79
	Protêt(s)	4	0	2	0	6	0,06
	Publicité(s) de clauses de réserve de propriété	83	2	74	1	157	1,47
	Publicité(s) de contrats de location	292	6	310	5	602	5,63
Total		4703		5988		10691	
Pourcentage		43,99		56,01			100
Modification	Gage des stocks	2	1	1	1	3	1,14
	Gage sans dépossession	21	13	14	13	35	13,31
	Nantissement(s) de l'outillage, matériel et équipe			2	2	2	0,76
	Nantissement(s) de parts de société civile	8	5	6	6	14	5,32
	Nantissement(s) du fonds de commerce	73	47	62	58	135	51,33
	Opération(s) de crédit-bail en matière mobilière	2	1	3	3	5	1,9
	Privilège(s) de vendeur et action résolutoire	15	10	13	12	28	10,65
	Privilège(s) du trésor	9	6	1	1	10	3,8
	Privilège(s) sécurité sociale et régimes complemen	26	17	5	5	31	11,79
Total		156		107		263	
Pourcentage		59,32		40,68			100
Radiation	Gage des stocks	1	0	1	0	2	0,12
	Gage sans dépossession	20	2	13	1	33	1,92
	Nantissement(s) de l'outillage, matériel et équipe			2	0	2	0,12
	Nantissement(s) de parts de société civile	10	1	6	1	16	0,93
	Nantissement(s) du fonds de commerce	53	6	51	6	104	6,04
	Nantissement(s) Judiciaire(s)			1	0	1	0,06
	Opération(s) de crédit-bail en matière mobilière	30	4	20	2	50	2,91
	Privilège(s) de vendeur et action résolutoire	11	1	9	1	20	1,16
	Privilège(s) du trésor	37	4	30	3	67	3,89



		2014	%	2015	%	Total	Pourcentage
Radiation	Privilège(s) sécurité sociale et régimes complemen	685	80	645	74	1330	77,28
	Publicité(s) de clauses de réserve de propriété			2	0	2	0,12
	Publicité(s) de contrats de location	6	1	88	10	94	5,46
Total		853		868		1721	
Pourcentage		49,56		50,44			100
Total général		5712		6963		12675	



NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Préfecture de la Seine-Saint-Denis * Chambre de commerce et d'industrie départementale de Seine-Saint-Denis * Conseil général de Seine-Saint-Denis * Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Seine-Saint-Denis * Tribunal de Commerce * DIRECCTE Ile-de-France * URSSAF de Paris- Région Parisienne * Pôle Emploi Seine-Saint-Denis * Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement * Comité Départemental du Tourisme * Banque de France de la Seine-Saint-Denis * Direction départementale des Finances Publiques * Direction régionale des Douanes de Paris-Est



IMMATRICULATIONS AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS (RCS)

Les immatriculations ont été subdivisées dans les 4 catégories connues actuellement :

- Personnes physiques : lettre A dans le numéro RCS
- Personnes morales : lettre B dans le numéro RCS
- Groupe Intérêts Economiques : lettre C dans le numéro RCS
- Sociétés civiles : lettre D dans le numéro RCS

Sur la dernière ligne du tableau apparaît le chiffre concernant les dépôts des Comptes Annuels déposés au greffe.

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS IMPLANTÉS EN ZFU EN SEINE-SAINT-DENIS : ÉVOLUTION DEPUIS 2001

L'indicateur relatif au nombre d'établissement implantés en ZFU en Seine-Saint-Denis est issu de l'exploitation du système d'information territoriale de la CCIR, Territem.

Il repose sur une géolocalisation précise (réalisée par la CCID Seine-Saint-Denis), des établissements de Seine-Saint-Denis.

Il provient du fichier des établissements produit par l'INSEE (Sirene Notice 80), disponible au 31 décembre de chaque année.

Il ne tient pas compte des activités suivantes :

- les personnes morales et organismes soumis au droit administratif (collectivités, écoles, OPHLM, etc.)
- les organismes privés spécialisés (CPAM, caisse de retraite, ASSEDIC, etc.)
- les groupements de droit privé (associations, fondations, clubs sportifs, etc.)
- les paroisses hors zone concordataire
- Etat collectivité ou établissement public étranger (ambassades, consulat, etc.)
- Etablissement public national à caractère industriel ou commercial doté d'un comptable public (ex : EPA Plaine de France, Caisse nationale de prévoyance)
- Etablissement public national à caractère industriel ou commercial non doté d'un comptable public (ex : SNCF et RATP)
- Exploitant public (la Poste)
- Etablissement public local à caractère industriel ou commercial (OPAC, office public, etc.)
- Régie d'une collectivité locale à caractère industriel ou commercial (Cinéma associatif, régie communale de distribution de l'eau, etc.)
- Institution Banque de France

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (TVA)

L'analyse des données a porté sur les secteurs d'activité suivants : les biens de consommation, l'automobile, les biens intermédiaires, les biens d'équipement, l'énergie, la construction, la réparation automobile, le commerce de gros et les intermédiaires de commerce, le commerce de détail, les transports, les activités financières, les services aux entreprises, les services aux particuliers, l'éducation, la santé, l'action sociale, l'administration, l'agriculture, la chasse, l'agro-alimentaire.

Pour ce faire, quatre paramètres ont été privilégiés :

- le chiffre d'affaires, la TVA brute (application des taux de TVA), la TVA déductible sur immobilisations (donnée reflétant les investissements des entreprises), la TVA nette à payer.
- Chiffre d'affaires : les données relatives au chiffre d'affaires sont celles que les entreprises portent sur les différentes déclarations fiscales qu'elles sont tenues de déposer. En conséquence, une certaine prudence s'impose lors de l'analyse de ces données.



- TVA brute totale : il s'agit des montants de TVA résultant de l'application des différents taux légaux de TVA applicables en France. Les taux les plus couramment appliqués sont 20 % (taux normal applicable à toutes les activités pour lesquelles la loi n'a pas fixé un autre taux) et 5.5 % (taux réduit applicable aux produits destinés à l'alimentation humaine de base hors produits dits de luxe, ventes à emporter d'aliments, produits destinés à l'alimentation animale et produits non transformés issus de l'agriculture de la pêche...prestations de services effectuées dans le domaine agricole).

- TVA déductible sur immobilisations : la technique retenue pour la taxation de la valeur ajoutée implique que la taxe qui a alourdi les éléments du prix de revient d'une opération imposable soit déductible de la taxe applicable à cette opération.

L'exercice de ce droit à déduction s'opère sur des biens constituant des immobilisations pour l'entreprise c'est-à-dire en termes généraux des investissements. Il s'agit de biens de toute nature qui sont acquis ou créés par l'entreprise non pour être vendus ou transformés mais pour être utilisés d'une manière durable comme instruments de travail ou moyens d'exploitation.

- TVA nette due : il s'agit du montant de TVA due calculé à partir des données déclarées par les entreprises. Cette variable est donc à utiliser avec prudence dans la mesure où elle ne reflète pas les sommes effectivement versées au Trésor Public.

Ainsi, certaines entreprises peuvent déclarer un montant de TVA due correspondant à leur chiffres d'affaires mais qu'elles ne sont pas en mesure de payer du fait de la conjoncture ou du comportement de leur dirigeant. En conséquence, l'encaissement sera différé et ne sera plus considéré comme reflétant le paiement spontané de la TVA mais comme le résultat de l'action en recouvrement.

De plus, il convient de noter que l'évolution de la situation économique n'est pas directement liée au montant dû de TVA dans la mesure où le montant peut être impacté par des opérations d'investissement ou des exportations lourdes réalisées par les entreprises les plus importantes.

CHIFFRES CLES « SALONS »

Les comparaisons sont faites entre années similaires, c'est-à-dire entre années paires d'une part et années impaires d'autre part.

DONNEES SUR LA CONSTRUCTION NEUVE (SITADEL)

- l'autorisation de construire, pour les permis ayant reçu un avis favorable de l'autorité compétente qui donne lieu à la série des permis autorisés,
- la déclaration d'ouverture de chantier qui donne lieu à la série des permis commencés.

Les données publiées disponibles sont en date « de prise en compte » (dans le système statistique). Celles-ci donnent une indication de tendance, par différence avec les séries de chiffres dites « en date réelle », dont la stabilisation prend un an minimum, préférées pour les analyses structurelles de long terme, notamment pour communiquer sur le suivi de la réalisation des objectifs de construction pour résoudre la crise du logement en Île-de-France.



DONNEES SUR LA COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS NEUFS (ECLN)

L'enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN) est exhaustive et son objectif est l'observation conjoncturelle du marché de la promotion privée immobilière de logements neufs.

- le champ de l'enquête : elle utilise comme base de sondage l'ensemble des permis ayant au moins cinq logements neufs, dont au moins un est destiné à la vente sur le marché de la promotion immobilière.
- les mises en vente : on appelle « mises en vente » les logements nouvellement offerts à la commercialisation par les promoteurs au cours de l'année enquêtée.
- les ventes ou réservations : l'enquête recense les réservations, avec dépôt d'arrhes effectués sur chaque programme. Dans la présentation des résultats, on parle indifféremment de ventes ou de réservations.

Pour le Club 93 Conjoncture, l'analyse réalisée par l'UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA ne porte que sur le marché des appartements neufs.

DIFFERENCE ENTRE LES CHAMPS DES OBSERVATIONS DE LA DRIEA SUR LE LOGEMENT ET CEUX DE LA BANQUE DE FRANCE SUR LES CREDITS A L'HABITAT, POUR LE TABLEAU DE BORD ECONOMIQUE

L'UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA transmet des données sur les flux physiques :

- données de la construction (privée et sociale)
- données du marché immobilier des logements neufs : les données portent uniquement sur les ventes de logements neufs en collectif (ventes, mises en vente).

La Banque de France transmet, dans sa série des encours de crédits à l'habitat, non pas des données de flux, mais des données de stocks (ou de variation de stocks si l'on observe la progression des encours de crédits).

Le champs observé, en grisé sur le tableau, diffère de celui de l'UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA : n'y figurent pas les crédits mobilisés par les promoteurs locatifs sociaux ou HLM (soit 25 à 35 % de la construction neuve dans le département) ; en revanche, son champ intègre les transactions dans l'ancien, sur quoi l'UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA ne fournit pas d'informations semestrielles.

Les informations transmises par la Banque de France fournissent donc une image plus éloignée des fluctuations dans la construction neuve des logements : les variations d'encours sont affectées par des variations dans le remboursement de crédits antérieurs ; les crédits nouveaux intègrent les crédits sur les transactions, et leur volume dépend aussi d'effet de prix, et de variations dans les structures de financement adoptées par les acquéreurs de logements (répartition entre les fonds propres, les crédits familiaux ou amicaux non déclarés, et les crédits bancaires).



INDICATIONS DE LECTURE

CVS : corrigées des variations saisonnières

DB : données brutes

Glissement annuel en % : taux de croissance du mois (ou trimestre) de l'année par rapport au mois (ou trimestre) de l'année précédente

Taux de chômage au sens du BIT (Bureau International du Travail) : données corrigées des variations saisonnières

SHON : Surface hors œuvre nette

CAF/FAB : Pour le commerce extérieur de la France, la valeur des échanges est prise en compte au passage de la frontière. Cette comptabilisation est dite CAF/FAB : Pour les importations Coût, Assurance et Frais compris jusqu'à notre frontière nationale, pour les exportations, Franco A Bord à notre frontière.



CONTACTS

Préfecture de la Seine-Saint-Denis * Chambre de commerce et d'industrie départementale de Seine-Saint-Denis * Conseil général de Seine-Saint-Denis * Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Seine-Saint-Denis * Tribunal de Commerce * DIRECCTE Ile-de-France * URSSAF de Paris- Région Parisienne * Pôle Emploi Seine-Saint-Denis * Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement * Comité Départemental du Tourisme * Banque de France de la Seine-Saint-Denis * Direction départementale des Finances Publiques * Direction régionale des Douanes de Paris-Est



SECRETARIAT CLUB 93 CONJONCTURE

Céline DOMINGUES
Chambre de commerce et d'industrie départementale de Seine-Saint-Denis
Tél : 01 48 95 10 28 / Fax : 01 48 95 11 58 / cdomingues@cci-paris-idf.fr

DONNEES

CORRESPONDANTS

LES MENAGES

Crédits à la consommation

Crédit à l'habitat

Philippe TREGUER
Banque de France
Tél : 01 48 13 35 50
philippe.treguer@banque-france.fr

LES ENTREPRISES

Analyse des enregistrements au RCS

Mme METIN
Tribunal de Commerce de Bobigny
Tél : 01 41 83 61 51/52
presidence.tc.bobigny@grefnet.tm.fr

Analyse des enregistrements au Centre de Formalités des Entreprises

Evolution du nombre d'entreprises artisanales par secteurs d'activités

Jean-Claude DAUTHEL
Chambre de Métiers et de l'Artisanat 93
Tél : 01 41 60 75 51
jc.dauthel@cma93.fr

Nombre d'établissements implantés en ZFU

CCID Seine-Saint-Denis
Tél : 01 48 95 10 28

Le commerce extérieur

Jean-Pierre AMAR
Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects de Paris-Est
Tél : 01 64 62 75 15
jean-pierre.amar@douane.finances.gouv.fr

La Taxe sur la Valeur Ajoutée et l'Impôts sur les Sociétés

Lydia ESOR
DDFIP
Tél : 01 48 96 60 14
lydia.esor@dgfip.finances.gouv.fr

Crédits à l'équipement des entreprises

Philippe TREGUER
Banque de France
Tél : 01 48 13 35 50
philippe.treguer@banque-france.fr

Actualité des pôles de compétitivités

Etienne KALALO
DIRECCTE IDF pôle 3E
Tél : 01 70 96 13 39
Etienne.kalalo@direccte.gouv.fr



LE TOURISME ET LES EVENEMENTS D'AFFAIRES

Le musée de l'Air et de l'Espace	Daniel ORANTIN Comité Départemental du Tourisme 93 Tél : 01 49 15 98 98 d.orantin@tourisme93.com
La Basilique de Saint-Denis	
Le Stade de France	
L'hôtellerie	
Les chiffres clés « salons » au Bourget et à Villepinte	Fadoua EL KABSI VIPARIS Tél : 01 40 68 10 89 fadoua.elkabsi@viparis.com

L'EMPLOI

Les demandes d'emploi en fin de mois (DEFM)	DIRECCTE Unité Territoriale de Seine-Saint-Denis Tél : 01 41 60 54 91 laurentiu.aioanei@direccte.gouv.fr danielle.josse@direccte.gouv.fr anne.sipp@direccte.gouv.fr
Les offres d'emplois enregistrées et satisfaites (OEE)	
Les offres par taille d'entreprise	Didier KLEIN Pôle Emploi Tél : 01 45 17 96 61 didier.klein@pole-emploi.fr
Les principaux secteurs recruteurs	
Les principaux métiers recherchés par les entreprises offreusees	
Le taux d'évolution du chômage sur un an	DIRECCTE Unité Territoriale de Seine-Saint-Denis Tél : 01 41 60 54 91 laurentiu.aioanei@direccte.gouv.fr danielle.josse@direccte.gouv.fr anne.sipp@direccte.gouv.fr
Le nombre d'allocataires du RMI	Virgile ADJAH Conseil Général de Seine-Saint-Denis Tél : 01 43 93 86 18 vadjahi@cg93.fr
Les contrats d'insertion	
Les reprises d'activité et la nature des contrats	
Les déclarations uniques d'embauches	Annick PRETSCHNER URSSAF de Paris/Seine-Saint-Denis Tél : 01 56 93 25 10 annick.pretschner@urssaf.fr
Evolution du nombre d'établissements	DIRECCTE Unité Territoriale de Seine-Saint-Denis Tél : 01 41 60 54 91 laurentiu.aioanei@direccte.gouv.fr danielle.josse@direccte.gouv.fr anne.sipp@direccte.gouv.fr
Evolution du nombre de salariés	
Evolution des effectifs dans le secteur commercial	
Evolution des effectifs dans les principaux secteurs d'activité de services	
Evolution des emplois dans les services	
Evolution de la part des secteurs tertiaires et industriels dans l'ensemble des emplois salariés	

LA CONSTRUCTION ET LE MARCHE IMMOBILIER

Construction de logements neufs	Stéphanie DEPOORTER DRIEA UT 93 stephanie.depoorter@developpement-durable.gouv.fr
Logements locatifs sociaux	
Marché des appartements neufs (promotion privée)	
Construction de locaux d'entreprise	

